

Les invisibles

BAROMÈTRE 2018 DE L'EAU DE L'HYGIÈNE & DE L'ASSAINISSEMENT

État des lieux d'une ressource vitale #04 MARS 2018

AVEC LA PARTICIPATION DE SOLENNE BARBE | DAVID BLANCHON | SOPHIE DURANS | FRANCK GALLAND | ANNE GUION | JEAN LAUNAY | SANDRA MÉTAYER
GÉRARD PAYEN | JEAN-MARIE TÉTART & DES ÉQUIPES DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL



**SOLIDARITÉS
INTERNATIONAL**

ACTEUR MAJEUR DU COMBAT
POUR L'EAU DEPUIS 1980

ÉDITORIAL

LES INVISIBLES

De nos jours encore, quelque 2,6 millions d'hommes, de femmes et surtout d'enfants meurent chaque année de maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre. Un constat dramatique dû à une réalité trop méconnue : en 2018, un tiers de l'humanité boit toujours une eau dangereuse pour la santé. 2,6 milliards de personnes manquent toujours d'un assainissement adéquat.

Les acteurs humanitaires que nous sommes mènent contre ce fléau indigne, injuste et mortel un combat quotidien sur le terrain des crises les plus sévères, mais aussi auprès des instances nationales et internationales afin de faire entendre la voix de celles et de ceux à qui nous venons en aide chaque jour. Plus largement, il s'agit pour nous de défendre et de faire valoir la cause des centaines de millions d'êtres humains dont les droits les plus basiques ne sont pas respectés : familles frappées par la guerre, habitants des bidonvilles, citoyens d'États faillis ou défailants, agriculteurs et éleveurs face à la sécheresse, minorités... Toutes et tous bien souvent loin des radars des médias et des politiques. Invisibles.

C'est bien de la réalité de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants dont nous témoignons, chaque année, dans les pages de notre *Baromètre de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement* : celle des Congolais ou des Haïtiens sous la menace du choléra, des habitants de Dacca réclamant leur droit à l'eau, des Yéménites dans un pays déjà en manque d'eau avant la guerre, des Syriens, des Rohingyas, des populations sahéniennes... et de toutes celles et de tous ceux dont la santé, la vie et tout espoir de développement sont menacés par le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

À l'aide d'experts de tous horizons, politiques, humanitaire, médecins, universitaires... cette 4^e édition dresse un nouvel état des lieux de notre ressource vitale commune, décrypte les causes et les conséquences du manque d'eau potable, souligne les actions mises en œuvre pour concourir à l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, inspecte les avancées des États, dénonce le manque de volonté, de financements, pointe les incohérences. Sans oublier de mettre en valeur et d'apporter son lot de solutions, des plus locales au plus globales... afin que cette grande cause oubliée qu'est l'accès à l'eau potable pour tous ne soit plus invisible aux yeux de l'opinion publique. Et qu'enfin, les décisions appropriées soient prises.

Parce que sans un engagement politique et financier massif des États, sans une volonté farouche des acteurs de terrain, l'accès à l'eau potable restera non seulement une urgence humanitaire, mais deviendra très vite une menace de plus en plus palpable pour l'humanité.



PAR ALEXANDRE GIRAUD

Directeur général de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL



SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

L'accès et l'assistance d'urgence aux victimes de conflits, de catastrophes naturelles et d'épidémies, prolongée par une aide au relèvement précoce, sont la raison d'être de l'association humanitaire SOLIDARITÉS INTERNATIONAL depuis près de 40 ans.

L'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement est au cœur de l'expertise de nos équipes et de leur intervention sur le terrain. Présentes actuellement dans une vingtaine de pays, elles apportent une aide humanitaire vitale à plus de 5 millions de personnes, sans aucune autre considération que celle de leurs besoins, dans le respect de leur dignité, sans juger ni prendre parti, fondements de l'action humanitaire. solidarites.org

BAROMÈTRE 2018 DE L'EAU, DE L'HYGIÈNE & DE L'ASSAINISSEMENT. ÉTAT DES LIEUX DE L'ACCÈS À UNE RESSOURCE VITALE. 4^e ÉDITION

Une publication proposée par SOLIDARITÉS INTERNATIONAL
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Alexandre Giraud
DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION Renaud Douci
RÉDACTION EN CHEF Tugdual de Dieuleveult
RÉDACTION Alberto Aquistapace, Alain Boinet, Natacha Calandre, Tugdual de Dieuleveult, Renaud Douci, Alexandre Giraud, Anne-Lise Lavaur, Emmanuel Rinck, Cristina Thevenot

CONTRIBUTEURS Solenne Barbe, David Blanchon, Sophie Durans, Franck Galland, Anne Guion, Jean Launay, Sandra Metayer, Gérard Payen, Jean-Marie Tétart

PHOTOS Andrea Angioletti, Thomas Gruel, Tugdual de Dieuleveult, Prince Naymuzzaman Khan, Tiecoura N'daou, Marie Fanget, Gwenn Dubourthoumieu, Camille Niel, Constance Decorde, Vincent Tremeau

CONCEPTION GRAPHIQUE ET ILLUSTRATION Frédéric Javelaud

IMPRESSION Le Réveil de la Marne

Merci aux éditions Autrement et à David Blanchon pour la carte des tensions liées à l'eau tirée de son Atlas Mondial de l'eau. Merci aux Rédactions du Monde et de la Vie pour l'article d'Anne Guion "Les toilettes, une urgence sanitaire" tiré de l'Atlas de l'Eau et des Océans. Merci à (Re)Sources pour l'article de Franck Galland, "Le Yémen menacé de disparaître à cause d'un manque d'eau"

CONTACT PRESSE Tugdual de Dieuleveult
Tel : +33 (0)1 76 21 87 11
Mail : tdedieuleveult@solidarites.org

L'AGENDA DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL réalise chaque année, lors de la Journée Mondiale de l'Eau le 22 mars, une campagne contre l'eau contaminée qui tue pour alerter l'opinion publique et faire agir les décideurs. Dans ce but, nous publions cette année la 4^e édition du "Baromètre de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement" à l'international.

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL est membre du Partenariat Français pour l'Eau, de Coalition Eau, et du think tank (re)sources. Nous avons participé en 2016 à la COP22 à Marrakech sur la question de l'eau au Sahel, à la Semaine Mondiale de l'Eau à Stockholm et nous participons au 8^e Forum Mondial de l'Eau à Brasilia en mars 2018. Nous suivrons pas à pas la réalisation des ODD et serons particulièrement vigilants sur la réalisation de l'Objectif 6 pour l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement.

Nous agissons en France auprès de l'État au sein du CNDSI (Conseil national du développement et de la solidarité internationale) et du Groupe de Concertation Humanitaire pour renforcer l'action humanitaire, rendre les ODD 2015-2030 possibles et concevoir une stratégie française promouvant les droits concrets d'accès à l'eau potable pour tous dans le monde.



4 LES INVISIBLES

- 4 Les réalités invisibles de l'eau et de l'assainissement *Anne-Lise Lavaur*
- 5 Les conséquences du manque d'eau *Alberto Aquistapace*
- 6 Les chiffres de l'eau
- 8 Droit à l'eau : offrir un porte-voix aux habitants des bidonvilles de Dacca *Cristina Thevenot*
- 10 Le Yémen menacé de disparaître à cause d'un manque d'eau *Franck Galland*
- 12 Les multi-usages de l'eau au nord Mali *Natacha Calandre*
- 16 Donner la parole aux invisibles

18 LE LIEN INVISIBLE AVEC LA SANTÉ

- 18 Manifeste pour enfin éradiquer le choléra en RDC
- 20 Entre urgence et développement : un triple réponse pour éradiquer le choléra du Tanganyka *Emmanuel Rinck*
- 21 "Gestion en toute sécurité" : les apports d'une étude scientifique d'impact dans la zone endémique de choléra d'Uvira en RDC. *Martin Leménager*
- 22 Haïti : vers une élimination du choléra en 2022
- 23 "Gérer l'eau et l'hygiène pour couper la chaîne de transmission de la maladie" *Solenne Barbe*
- 24 Pour mettre fin à la malnutrition, il faut que les bailleurs sortent du financement cloisonné *Sophie Durans*
- 26 L'accès aux toilettes, une urgence sanitaire *Anne Guion*
- 28 L'eau virtuelle *David Blanchon*

30 DES SOLUTIONS INVISIBLES

- 30 "Pour atteindre les ODD d'ici 2030, il faut un retour à la prise en compte du bon sens"
- 35 Rendre les progrès visibles afin d'avancer réellement *Gérard Payen*
- 36 Les Forums mondiaux de l'eau : une opportunité pour la cause de l'eau ? *Sandra Metayer*
- 37 SOLIDARITÉS INTERNATIONAL au FME de Brasilia
- 38 Objectifs de développement durable
- 39 Zoom sur une innovation : le Polyter *Philippe Ouahi*



LES RÉALITÉS INVISIBLES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE ne répètera jamais assez que l'accès à l'eau et à l'assainissement est vital pour les populations. Au fur et à mesure que la problématique s'impose dans l'agenda international et dans les esprits, ce combat mené haut et fort sur les fora politiques et auprès des instances de gouvernance internationales et nationales ne doit pas éclipser les réalités invisibles des populations les plus vulnérables aux chocs.



PAR ANNE-LISE LAVOUR

Responsable du Département Technique et Qualité des Programmes

Paradoxalement, plus l'eau et l'assainissement entrent dans la lumière par les victoires successives au niveau politique, plus certaines réalités ignorées sont rendues invisibles. Les efforts menés pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les villes par exemple, ne doit pas occulter les besoins des populations les plus vulnérables car invisibles des politiques publiques.

C'est un combat au-delà du secteur humanitaire qui doit être mené largement et en responsabilité partagée : bidonvilles, campements informels, camps de réfugiés, déplacés internes, zones rurales éloignées, situations post catastrophe...

Depuis une perspective humanitaire, on constate une interconnexion forte entre ces réalités. Souvent, une personne

extrêmement vulnérable passe d'une situation à l'autre. Ainsi, un foyer affecté par une catastrophe naturelle ou un conflit sera vulnérable à une succession de chocs tels que le déplacement ou les déplacements successifs, la vie en camp ou en campement informel, le déplacement vers des zones rurales éloignées ou le rassemblement dans des bidonvilles, en périphéries des villes.

LES BESOINS INVISIBLES APPELLENT DES APPROCHES TOUJOURS PLUS INNOVANTES ET LES POPULATIONS INVISIBLES, UNE VOIX TOUJOURS PLUS FORTE.

Les défis liés à l'accès à l'eau et à l'assainissement soulevés par ces situations sont éminemment complexes. Premièrement, de par la difficulté

d'accès aux populations les plus vulnérables et par la difficulté de les identifier et d'analyser rapidement leurs besoins. Dans un deuxième temps, les défis sont liés à la mise en œuvre d'une réponse rapide, durable et de qualité.

Dans bien des contextes, la réponse doit être multi-acteurs, multi-secteurs, multi-pays et multi-années, alors que les difficultés d'accès et l'instabilité des terrains d'intervention ne semblent permettre qu'une projection à court terme. Aussi, les besoins invisibles appellent-ils des approches toujours plus innovantes et les populations invisibles, une voix toujours plus forte.

Le contexte de la crise humanitaire affectant les populations de la région du Nord Mali (voir page 12) est une de ces réalités invisibles que nous souhaitons aujourd'hui rendre visible.

LES CONSÉQUENCES DU MANQUE D'EAU

Le manque d'eau et d'accès à l'hygiène a des conséquences qui pèsent sur tous les secteurs d'activités, ainsi que sur toutes les catégories, enfants, femmes et hommes.



PAR ALBERTO AQUISTAPACE

Référent Eau, Hygiène et Assainissement

Économie, éducation, santé, environnement, abris, sociales, réponses aux catastrophes...

Les conséquences du manque d'accès à l'eau et aux services essentiels comme l'hygiène ou l'assainissement provoquent sur les populations des carences qui auront sur leur vie des conséquences catastrophiques. Pourtant des solutions simples accompagnées d'investissement mais surtout de volonté politiques existent.

SANTÉ



- Les communautés sans infrastructures EHA et éducation à l'hygiène sont négativement impactées par les maladies hydriques et surchargent de travail les centres de santé
- Les centres de santé sans infrastructures EHA deviennent un endroit à haut risque d'infections
- Sans infrastructures EHA et éducation à l'hygiène, la diarrhée génère une mauvaise absorption des nutriments, une réduction immunitaire et provoquent la malnutrition
- Sans infrastructures EHA et éducation à l'hygiène, la production de nourriture (abattoir, restaurants, cantines, cuisine domestique...) devient un risque pour la santé

ABRIS



- Le manque de gestion durable des ressources d'eau peut amener à une diminution de l'habitabilité et de l'hygiène des abris (humidité, insectes, rongeurs), ou à la destruction des abris, voire même à celle des communautés entières (dans le cas d'inondations ou de glissement de terrain par exemple)

RÉPONSE AUX CATASTROPHES



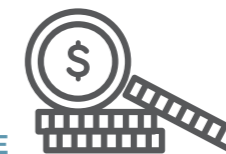
- Les communautés sans infrastructure EHA et éducation à l'hygiène ont une résilience et une résistance mineures aux catastrophes
- Les services EHA sans résilience et résistance adéquates aux catastrophes deviennent un risque ajouté à la santé (ex. latrine inondée)

ÉDUCATION



- Les enfants doivent aller chercher l'eau au lieu d'aller à l'école
- Les écoles sans infrastructures EHA deviennent un endroit à haut risque d'infections
- Les écoles sans dispositifs de gestion de l'hygiène menstruelle empêchent mensuellement la scolarisation des jeunes filles

ÉCONOMIE



- Les personnes (spécialement les femmes dans certains pays) doivent aller à chercher l'eau au lieu de travailler
- Certaines activités productives (notamment l'agriculture) ne peuvent pas fonctionner sans accès à l'eau

ENVIRONNEMENT



- Le manque d'un accès durable à l'eau provoque une exploitation sauvage de la ressource avec un impact environnemental qui, dans certains cas, peut devenir irréversible

SOCIAL



- Le manque d'accès à l'eau peut créer des conflits entre différentes communautés et à l'intérieur des communautés
- Le manque d'accès à l'eau peut créer des disparités sociales dans les communautés (classes sociales, genres...)

2,6 MILLIONS DE PERSONNES MEURENT CHAQUE ANNÉE EN RAISON DES MALADIES LIÉES À L'EAU ET À UN ENVIRONNEMENT INSALUBRE

ACCÈS À L'EAU

- » **2,1 MILLIARDS DE PERSONNES, SOIT 30% DE LA POPULATION MONDIALE, n'ont pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable.**
- » 844 MILLIONS ne bénéficient même pas d'un service de base d'approvisionnement en eau.
- » 263 MILLIONS vivent à plus de 30 minutes du premier point d'eau.
- » 159 MILLIONS continuent à boire de l'eau de surface non traitée puisée dans des cours d'eau ou dans des lacs.
- » **DANS LES PAYS EN SITUATION DE CONFLIT** ou traversant une période de troubles, les enfants sont 4 fois moins susceptibles d'avoir accès à des services élémentaires d'approvisionnement en eau que les enfants vivant dans d'autres pays.



ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT

- » **4,5 MILLIARDS DE PERSONNE, soit 60% de la population, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité.**
- » 2,3 MILLIARDS ne disposent toujours pas de toilettes décentes.
- » 600 MILLIONS DE PERSONNES partagent des toilettes ou latrines avec d'autres foyers.
- » 892 MILLIONS DE PERSONNES défèquent à l'air libre, une pratique en augmentation en Afrique subsaharienne et en Océanie du fait de la croissance démographique.



SANTÉ

- » **361 000 ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS** meurent chaque année de diarrhée, **SOIT PLUS DE 1 000 ENFANTS PAR JOUR.**
- » 842 000 PERSONNES meurent chaque année de simples diarrhées attribuables :
 - à une eau non potable
 - à un assainissement inadéquat
 - au non lavage des mains après défécation
- » **UN TIERS DES HÔPITAUX** dans les pays en développement n'ont pas d'eau courante propre.
- » 50% DES CAS DE SOUS-NUTRITION INFANTILE dérivent de diarrhées à répétition et d'infections intestinales liées à une eau non-potable, un assainissement inadéquat ou une hygiène insuffisante.



ÉDUCATION

- » **272 MILLIONS DE JOURS** de classe sont manqués du fait de maladies dues au manque de sanitaires.
- » **SEULES 45% DES ÉCOLES** dans les Pays les Moins Avancés et autres pays à bas revenus sont équipés en installations sanitaires (en 2011 – sur un échantillon de 49 pays).
- » **SEULES 51% DES ÉCOLES** dans les Pays les Moins Avancés et autres pays à bas revenus disposent de sources d'eau adéquates (en 2011 – sur un échantillon de 51 pays).



EAU & GENRE

- » **1 FEMME SUR 3 DANS LE MONDE** s'expose aux maladies, à la honte, à des risques de harcèlement ou d'attaques parce qu'elle n'a pas d'endroit sûr pour aller aux toilettes.
- » 526 MILLIONS DE FEMMES n'ont pas d'autre choix que de déféquer à l'air libre.
- » Les femmes et les filles qui n'ont pas accès à des toilettes passent **97 MILLIARDS D'HEURES PAR AN** à chercher un endroit pour faire leurs besoins.
- » **EN AFRIQUE, 90% DES TÂCHES** de collecte d'eau et du bois sont réalisées par les femmes.
- » Les femmes et les filles passent jusqu'à **6 HEURES PAR JOUR** à collecter de l'eau en Afrique.



ÉCONOMIE

- » **EN 2015, LE SECTEUR DE L'EAU A PERÇU SEULEMENT 4% DU TOTAL DES INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ** au niveau mondial, soit un montant de **4,1 MILLIARDS DE DOLLARS.** La majorité de ces investissements ont eu lieu en Chine et au Brésil.
- » 260 MILLIARDS DE DOLLARS DE PERTES ÉCONOMIQUES sont dues chaque année à un manque d'accès à l'eau et à l'assainissement (pertes de temps, de productivité, dues aux maladies et dépenses médicales).
- » 1 dollar investi dans l'amélioration de l'accès à l'assainissement en rapporte 5,5.
- » 1 dollar investi dans l'amélioration de l'accès à l'eau en rapporte 2.



PRESSIION SUR LA RESSOURCE

- » **40% DE LA POPULATION MONDIALE** sera confrontée aux pénuries d'eau d'ici 2050.
- » 500 MILLIONS DE PERSONNES connaissent des pénuries sévères d'eau toute l'année.
- » 20 % des aquifères de la planète sont surexploités.
- » L'agriculture prélève environ **70 % DE L'EAU DOUCE PLANÉTAIRE** (jusqu'à 90 % dans la plupart des pays les moins développés).
- » **80 % DES EAUX USÉES À L'ÉCHELLE MONDIALE** sont libérées dans l'environnement sans traitement approprié.
- » **À L'HORIZON 2050, JUSQU'À 2 MILLIARDS DE PERSONNES** risquent de souffrir d'une augmentation du stress hydrique. Elles pourraient être **PLUS DE 3 MILLIARDS EN 2080.**



CHANGEMENT CLIMATIQUE

- » **90 % DE L'ENSEMBLE DES RISQUES NATURELS SONT LIÉS À L'EAU.** Leur fréquence et leur intensité s'accroissent.
- » **LES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES INONDATIONS EN ZONE URBAINE** pourraient atteindre jusqu'à **1 800 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN D'ICI À 2080.**
- » Depuis 1992, les inondations, les sécheresses et les tempêtes ont affecté **4,2 MILLIARDS DE PERSONNES** (95% des personnes touchées par des catastrophes naturelles) et causé **1 300 MILLIARDS DE DOLLARS** de dommages.



OBJECTIF DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

- » **28,4 MILLIARDS DE DOLLARS D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL D'ICI 2030** sont nécessaires pour fournir un accès basique à l'EAH à ceux qui n'ont actuellement pas accès.
 - Accès basique à l'eau (source d'eau améliorée à 30 min aller-retour) : 6,9 milliards par an.
 - Accès basique à l'assainissement (installation sanitaire améliorée) : 19,5 milliards par an.
 - Accès basique à l'hygiène (dispositif d'hygiène avec savon chez soi) : 2 milliards par an.



Satkhira, Bangladesh, juillet 2016.

DROIT À L'EAU : OFFRIR UN PORTE-VOIX AUX HABITANTS DES BIDONVILLES DE DACCA

Dans les bidonvilles surpeuplés et insalubres de la capitale bangladaisienne, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a décidé d'améliorer durablement l'accès à l'eau et à l'assainissement en soutenant les populations dans la revendication et l'exercice de leur droit à l'eau. Focus sur le projet pilote de l'association dans le bidonville de Chalantika.



AVEC CRISTINA THEVENOT

Responsable des opérations de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL en Asie

Le Bangladesh connaît une urbanisation rapide, avec des populations qui migrent vers les villes pour échapper à la pauvreté rurale et aux catastrophes naturelles. Entre 300 000 et 400 000 personnes arrivent chaque année à Dacca. 30 % d'entre-elles s'installent dans un des 5 000 bidonvilles que compte la cité. À mesure que la distance avec le quartier central des affaires et les routes principales augmente, le manque d'accès à l'eau ou à l'électricité s'accroît également.

Insalubrité des canalisations, pollution, infrastructures inexistantes ou laissées à l'abandon, la qualité de l'eau utilisée et consommée par les foyers des bidonvilles reste mauvaise. Résultat, 97 % des habitants de Chalantika indiquent avoir des difficultés d'accès à l'eau potable.

Face à ce constat, les habitants des bidonvilles ont commencé à se regrouper en associations communautaires pour revendiquer et exercer leur droit à l'accès à une eau de qualité et à l'assainissement. Ils manquent néanmoins de soutien, de connaissances techniques et de capacités. Du côté des institutions publiques, les autorités locales manquent de capacités et de ressources pour améliorer et élargir la couverture en services en base vers ces zones souvent insalubres.

"CES POPULATIONS NE PEUVENT PAS, SEULES, SE FAIRE ENTENDRE PAR LES GOUVERNEMENTS QUI LES DIRIGENT."

"Il faut offrir un porte-voix à ces invisibles, les soutenir pour leur donner les moyens de revendiquer et d'exercer leur droit, en lien avec les autorités locales explique Cristina Thévenot, responsable géographique chez SOLIDARITÉS INTERNATIONAL. Les habitants des bidonvilles de Dacca sont marginalisés. L'accès à l'eau potable a été reconnu comme un droit universel par les Nations Unies en 2010. Or, à Dacca comme ailleurs, il est difficile pour les

populations de l'exercer."

"Certes, les moyens financiers peuvent parfois manquer aux États les moins avancés dans la mise en œuvre des infrastructures nécessaires pour la fourniture de ce service essentiel. Mais il faut soutenir la levée des barrières, l'autonomisation, la responsabilisation, le renforcement des capacités, la coordination

ENTRE 300 000 ET 400 000 PERSONNES ARRIVENT CHAQUE ANNÉE À DACCA, ET 30 % D'ENTRE-ELLES S'INSTALLENT DANS UN BIDONVILLE

entre les associations communautaires et les autorités locales. Ces populations ne peuvent pas, seules, se faire entendre par les gouvernements qui les dirigent. Il est extrêmement pertinent qu'une ONG comme SOLIDARITÉS INTERNATIONAL s'inscrive dans cette dynamique et apporte ses outils, son poids, son savoir-faire pour accompagner les populations dans leur revendication légitime."

RENFORCER LA CAPACITÉ DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À PLAIDER ET À AGIR POUR L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX

Jusqu'à présent, les nombreux projets dans ces domaines portés par des ONG n'ont pas suffisamment impliqué et fait le lien entre les habitants des bidonvilles et les autorités locales. Or, la participation et la coopération entre toutes les parties prenantes sont cruciales pour l'efficacité et la durabilité des projets.

Afin de renforcer son action dans les bidonvilles de Dacca, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a décidé d'étendre son intervention à 10 autres bidonvilles, en partenariat avec le Centre d'Intégration des Ressources (RIC) avec un projet sur 3 ans et demi, financé par EuropAid et la Fondation Agir.

"Ce projet se concentrera sur le renforcement de la capacité des organisations de la société civile (OSC) à plaider et à agir pour l'accès aux droits fondamentaux et aux services de base en matière d'Eau, d'hygiène et d'Assainissement et de gestion des déchets, et à participer à la gouvernance locale par le biais de la collaboration avec les autorités locales et l'établissement de liens formels solides entre elles."



PAR NICOLAS ROCHAS

Après une première collaboration avec

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL au Bangladesh en 2016 pour un projet d'accès à l'eau potable en milieu rural, nous avons souhaité poursuivre le partenariat autour de la problématique de l'accès à l'eau en milieu urbain. Ce projet pilote qui bénéficiera à terme à près de 400 habitants d'un bidonville de Dacca, s'inscrit pleinement dans les objectifs du Fonds Eau de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer que nous coordonnons depuis deux ans. C'est également l'occasion en tant qu'Agence d'Urbanisme et de Développement de contribuer à notre échelle à accompagner et à apporter des solutions aux défis du développement urbain dans une des mégalopoles les plus denses au monde. Dacca compte plus de 45 000 habitants par km² et cette densité va continuer de croître sous le double effet de la dynamique démographique et du réchauffement climatique. Chaque année, Dacca accueille 300 000 à 400 000 personnes supplémentaires. Dans un pays particulièrement vulnérable en raison de sa topographie, la montée du niveau de la mer accentuera la pression sur Dacca. Il est estimé qu'entre 10 à 40 millions de bangladais devront être déplacés d'ici 50 ans en raison du changement climatique. Or, aujourd'hui, sur les 15 millions d'habitants vivant à Dacca, près d'un sur trois vit dans un bidonville. Il y a donc une double urgence, celle de gérer la situation existante et d'anticiper le futur. Cela nécessite d'avoir une approche transversale combinant urbanisme, planification et accès à l'eau et à l'assainissement. C'est tout l'enjeu de ce partenariat avec SOLIDARITÉS INTERNATIONAL avec qui nous avons déjà eu l'occasion par exemple de croiser nos savoir-faire en matière d'outils d'aide à la décision et de représentation cartographique.



LE YÉMEN, MENACÉ DE DISPARAÎTRE À CAUSE D'UN MANQUE D'EAU



TRIBUNE DE FRANCK GALLAND

Expert des questions sécuritaires liées aux ressources en eau, membre de (Re)sources

Le 22 mars 2012 était rendu public par Hillary Clinton, alors Secrétaire d'État de Barack Obama un rapport commandée à l'Office of the Director of National Intelligence (DNI), dont l'intitulé était "Global Water Security". Ce 22 mars, journée mondiale de l'eau, ce document dévoilait pour la première fois les analyses de la communauté nationale du renseignement américain sur les scénarios sécuritaires que le manque d'eau allait induire pour des pays alliés des États-Unis, impliquant potentiellement une réponse américaine, qu'elle soit d'ordre humanitaire ou militaire.

Le Yémen y figurait en triste place. Bien avant que la rébellion houthite ne s'empare de Sanaa en septembre 2014 déclenchant une guerre religieuse et clanique, le pays était déjà considéré comme le plus pauvre en eau de la planète².

Il est loin le temps - mais c'était pourtant il y a moins de 40 ans - où le Yémen était appelé l'*Arabia Félix*, l'Arabie heureuse, partie la plus fertile de la péninsule arabe, dotée d'infrastructures hydrauliques ancestrales comme en attestent les vestiges du barrage de Marib, considéré comme le plus ancien ouvrage hydraulique du monde.

LE YÉMEN : UN STRESS HYDRIQUE INÉDIT MAIS UNE CULTURE DE DROGUE EN CROISSANCE

Le Yémen de 2018 compte en effet moins de 200 m³ d'eau/habitant/an en termes de ressources renouvelables. Les projections à 2050 attestent de perspectives affolantes, puisque ce chiffre, déjà tragiquement bas, tombe à 40 m³ d'eau/habitant/an.

Du jamais vu à l'échelle d'une nation de 25,3 millions d'habitants, dont la population était prévue pour doubler dans les 25 prochaines années ; ce qui fait dire aux experts du renseignement américain que le Yémen peut disparaître en tant que nation, à cause d'un manque d'eau et d'infrastructures vitales pour la survie des populations.

Cette descente aux enfers a plusieurs raisons. Elles se retrouvent dans de nombreux autres pays ne disposant d'aucune ou d'une faible gouvernance vis-à-vis des ressources en eau comme par exemple le manque d'investissement en renouvellement et en maintenance des infrastructures collectives existantes ou des capacités de pompes individuelles surmultipliées venant un peu plus appauvrir les nappes phréatiques.

Enfin, comme ailleurs, c'est très souvent - trop souvent - l'absence de réformes des pratiques d'irrigation agricole qui continue de mettre les ressources en eau sous pression. Cependant, le Yémen a une spécificité qu'elle partage avec un autre pays soumis à stress hydrique qu'est l'Afghanistan. L'Afghanistan comme le Yémen utilisent en effet une grande partie de leurs ressources en eau pour produire de la drogue : l'opium pour le premier qui en est le plus grand producteur de la planète ; le qat pour le second, également leader mondial dans son domaine.

Véritable fléau régional qui sévit au Yémen et sur une partie de la Corne de l'Afrique, le "*cath edulis*" a pour conséquence de neutraliser quotidiennement une grande partie de la société yéménite. Plus de 30 % des terres arables du Yémen seraient utilisées pour la culture de cette plante euphorisante qui consommerait entre 40 et 50 % de l'eau destinée à l'agriculture. Les surfaces de qat cultivées auraient doublé depuis 1970 au détriment des céréales, devenant la principale culture du Yémen. Cette drogue monopolise également 70 % des pesticides utilisés dans ce pays, eux-mêmes en forte augmentation et qui induisent une pollution accrue des sols et des nappes.

De quoi encore un peu plus complexifier l'équation sécuritaire actuelle, car le contrôle du trafic de qat fait aussi l'objet d'enjeux territoriaux entre milices armées, qui se sont de facto partagées le territoire yéménite³. Il est en effet estimé que le qat rapporte aux alentours de 8000 USD par hectare, et représentait avant le conflit entre 20 % et 30 % de la dépense des ménages yéménites⁴.

LE YÉMEN EN PROIE À UN TERRIBLE CONFLIT VISANT LES POPULATIONS ET LES INFRASTRUCTURES DE SERVICES ESSENTIELS

À ce fléau qu'est le qat, conduisant à une diminution inexorable des ressources en eau et une dégradation de leur qualité, sont venus s'aggraver les conséquences d'un conflit de haute intensité qui ne dit pas son nom.

Dans ce conflit, qui est une guerre par procuration que se livrent l'Arabie Saoudite, à la tête d'une coalition de pays arabes sunnites, et l'Iran chiite, ce sont les populations et leurs infrastructures vitales qui sont visées, comme ce fût le cas en Syrie et en Irak. Parmi elles, les infrastructures en eau, en énergie, mais également en assainissement.

Ce fût par exemple le cas d'une station vitale au traitement des eaux usées de Sanaa et de sa périphérie. Dès le 26 mars 2015, cette usine d'épuration était victime de dégâts collatéraux causés par des bombardements. Le 17 avril 2015, elle dût supporter les conséquences du ciblage d'une installation électrique essentielle à son fonctionnement⁵. Or, sans électricité, comme les conflits de Syrie et d'Irak l'ont montré encore récemment, il ne peut y avoir de production ni de distribution d'eau, et pas plus de collecte ni de traitement d'eaux usées.

Ensuite, ce fût le tour du fioul, nécessaire à l'approvisionnement des groupes électrogènes qui secouraient électriquement la station, d'être rationné en raison du blocus naval imposé, à compter de mai 2015, à un pays manquant progressivement de tout.

Moins de deux ans après les faits, force est de constater que les conséquences de la disparition quasi complète des capacités de traitement en eaux usées de la capitale yéménite ont un prix démesuré,

qui vient renforcer la souffrance de populations, privées de médicaments et dépendantes de l'aide alimentaire.

L'arrêt de l'usine d'épuration ou son fonctionnement erratique sont ainsi en grande partie à l'origine de l'épidémie de choléra qui frappe le pays, et en particulier les zones sous contrôle des rebelles. Le cap d'un million de personnes malades a été dépassé, dont beaucoup - et parmi eux de très nombreux enfants - sont amenés à disparaître faute de soin. Chronique donc d'un drame annoncé.

Les conséquences environnementales de ce manque de capacités épuratoires seront également très lourdes, tant les sols et l'eau des nappes, dans et autour de la capitale yéménite, sont maintenant durablement pollués. C'est ainsi un désastre environnemental et humain que cette guerre a fait naître par un ciblage délibéré ou indirect d'infrastructures essentielles à la vie, dont l'assainissement.

Il est temps que ceci cesse. Au Yémen et dans les conflits récents, trop d'ouvrages essentiels à la vie [eau, assainissement, électricité] ont en effet été bombardés, soit pris pour cibles directes ou touchés de manière collatérale.

RESPECTER LES CONVENTIONS DE GENÈVE ET ADOPTER UNE RÉOLUTION EAU ET SÉCURITÉ AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES

Pour enrayer cette tendance néfaste, il apparaît essentiel d'imposer un strict respect du droit humanitaire. De ce point de vue, les protocoles additionnels des Conventions de Genève de 1949, relatifs à la protection des victimes dans les conflits armés internationaux, sont censés protéger les installations critiques comme les barrages, les digues et les usines de production d'énergie nucléaire, en vertu de leur article 56.

Dans le cas de conflits armés non internationaux, les seconds protocoles datant de 1977 exigent également une protection absolue de ces ouvrages dans leur article 15. Il existe même une signalétique bien spéciale, mais trop rarement utilisée, pour signifier l'importance de ces infrastructures essentielles afin de les protéger des bombardements : trois cercles orange

horizontaux (comme un feu tricolore mais à l'envers) suffisent normalement à rendre ces lieux invulnérables.

Il est fondamental que la neutralité des ouvrages d'importance vitale pour les populations (eau, énergie et assainissement), au même titre que celle des hôpitaux, soit assurée. C'est précisément le sujet que le Sénégal a souhaité porter devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, au même titre que celui de l'hydro-diplomatie : à savoir la prévention et la résolution des conflits transfrontaliers liés aux ressources en eau.

Profitant de sa présidence du Conseil de Sécurité, le Sénégal a ainsi permis de porter le débat au meilleur niveau, en organisant le 22 novembre 2016, une session portant sur les enjeux stratégiques et sécuritaires liés aux ressources en eau afin d'ouvrir une voie politique allant jusqu'à une résolution du Conseil de Sécurité sur la thématique *Eau & Paix*. Le Sénégal entendait en cela suivre le même chemin que la Namibie qui avait réussi à faire aboutir, en 2000, une résolution historique, la 1325, intitulée *Women, Peace and Security*. Elle portait sur le rôle des femmes dans la résolution des conflits, les négociations de paix, et la reconstruction. Même si une résolution sur Eau et Sécurité n'a pu pour l'heure aboutir, nul doute qu'elle doit d'urgence émerger. Au-delà du Conseil de Sécurité, ce sont également vers les instances régionales stratégiques (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord - OTAN, Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe - OSCE, Organisation de Coopération de Shanghai - OCS, Conseil de Coopération du Golfe - CCG...) que doit être promu le besoin fondamental de protéger juridiquement et physiquement les infrastructures en eau, en assainissement et en énergie durant les conflits.

¹ "Global Water Security, Intelligence Community Assessment", Office of the Director of National Intelligence, 2012.

² "Crisis in Yemen : Food, Water and the 'Slow Motion Coup'", Tess Marslen & Sinéad Lehane, Global Food and Water Crises Research Programme, Future Directions International. Février 2015.

³ "Yémen : L'ONU inquiète du risque de partition", Le Monde, Marie Bourreau et Louis Imbert, 18 janvier 2018.

⁴ "De l'eau pour le Yémen", Cercle Les Echos, Franck Galland, 11 mai 2015.

⁵ "From bombs to cholera in Yemen's war", The New York Times, Alia Allana, 19 novembre 2017.



Cercle de Goundam, Nord Mali, Juin 2016.

LES MULTI-USAGES DE L'EAU AU NORD MALI OU LA NÉCESSITÉ DE COMPRENDRE LES RELATIONS ENTRE ESPACES ET POUVOIRS

Au nord du Mali, la raréfaction de la ressource en eau liée aux sécheresses de plus en plus récurrentes, à la pression démographique liée à la réduction de la mobilité dans un contexte d'occupation armée et d'insécurité, fait de la question du partage des eaux un enjeu crucial de survie et de stabilité.

PAR NATACHA CALANDRE

Référente Sécurité Alimentaire et Moyen d'Existence

La question de l'eau ne peut être dissociée de celle des terres, des sols et des écosystèmes. Le rôle de l'eau est multiforme par ses implications et agit à la fois sur la santé et la nutrition, sur la production agricole, pastorale et halieutique, sur les revenus et l'accès aux éléments vitaux et sur la stabilité politique et socio-économique. Le partage de l'eau entre ses divers usages amène à penser la gestion et la valorisation des ressources de manière intégrée entre production et consommation, entre quantité et qualité de l'eau et des aliments, développement écologiquement durable et accès socialement juste.

La problématique de l'eau au nord Mali est une bonne illustration des liens entre espaces et pouvoirs et amène à prendre en compte, dans l'action, la multiplicité des enjeux, l'emboîtement des territoires et la complexité des intérêts des acteurs.

UNE SUPERPOSITION DE DYNAMIQUES DE POUVOIRS ET DE MODES D'ADMINISTRATION RESSOURCES

Dans le contexte du nord Mali marqué par un conflit devenu chronique, se superposent, aux problématiques communes de lutte contre le changement climatique, les questions de territorialisation et de contrôle des ressources, qui impactent d'autant plus

la sécurité alimentaire des populations et la durabilité des milieux.

La concurrence pour l'accès à l'eau engendre aussi des rivalités entre populations pastorales et agricoles, sédentaires et transhumantes, qui sont parfois davantage révélatrices de la cristallisation de tensions sociales historiques. Ce contexte particulier dans lequel s'enchevêtrent différents types de compétition autour de l'utilisation de l'eau et des terres, complexifie l'analyse du contexte, la compréhension des différents mécanismes de gestion, de même que le développement de plans d'aménagements et de production.

Les ententes sur le partage territorial entre les différents groupes d'intérêts, l'accaparement du foncier et sa "privatisation", de même que l'absence de règles clairement établies sur l'usage conduisent le plus souvent à une répartition inéquitable remettant en cause le droit fondamental d'accès à l'eau et à l'alimentation. Ces dynamiques de pouvoir et de propriété qui imposent une allocation des ressources sous la contrainte à certaines franges de la population représentent une autre forme de violence. Elles encouragent par ailleurs des pratiques d'exploitation non durables du milieu et entravent les capacités de gestion communautaire.

DE LA GESTION DE L'OFFRE À LA GESTION DE LA DEMANDE

L'augmentation de l'offre en eau ainsi que la protection, la restauration et les aménagements des milieux naturels constituent aujourd'hui un enjeu majeur pour répondre aux besoins humains, sociaux et économiques et faire face aux différentes pressions (concentration de populations, pratiques agricoles et pastorales, urbanisation, etc.).

En l'absence d'État, de cadres juridiques et institutionnels et de politiques territoriales, cette ambition ne peut que s'articuler avec une réorganisation du "pouvoir" autour des ressources, à travers la mise en place d'unités de gouvernance locale, la formation et la promotion d'associations d'usagers et d'organisations professionnelles, ainsi que le développement de mécanismes de régulation qui tiennent compte d'objectifs sociaux, tout en incitant

à un usage rationnel de l'eau. Les questions de reconnaissance des divers usages de l'eau et de défense des droits d'accès aux ressources pour tous, doivent être centrales dans le développement d'une politique de gestion de la demande en eau.

VERS DES RÉPONSES LOCALES TERRITORIALEMENT INTERCONNECTÉES : UNE GESTION CONCERTÉE EST-ELLE POSSIBLE ?

Cette maîtrise des usages suppose des changements de pratiques de réglementation et des bouleversements des modes de gestion collectifs, qui doivent s'opérer à la fois à un niveau très local pour prendre en compte la diversité des situations, et à la fois à l'échelle des territoires du fait des interconnexions entre espaces et usages.

Ces nouveaux rapports socio-économiques conduisent à reconnaître l'ensemble des acteurs professionnels et locaux, agriculteurs et communautés comme gestionnaires des ressources territoriales. Cela s'accompagne d'une compréhension fine de l'historique d'occupation politique et socio-culturelle des territoires, des conflits, des droits fonciers ainsi que des modes de gouvernance actuels et leur articulation avec les conventions traditionnelles.

Le développement de modes de gestion de l'eau et plus globalement des ressources, demande la création de dispositifs de concertation permettant, sur la base d'un diagnostic territorial, de négocier des accords inter et intra-communautaires et des formes "contractuelles", apportant des bénéfices réciproques entre utilisateurs. Cela amène à penser de nouveaux modèles contexte-spécifiques mêlant des innovations autant technologiques, économiques et environnementales (stockage, conservation des eaux et des sols, micro-irrigation et promotion de techniques productives peu consommatrices d'eau, protection des écosystèmes, réduction des pertes, etc.) que de type organisationnel et institutionnel. La restauration d'un accès durable à l'eau et aux terres dans cette région sensible est le seul gage de progrès social et économique.

FOURNIR DE L'EAU AU CŒUR DE MOSSOUL

"Au cours de l'année 2017, les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE en Irak ont fourni de l'eau, en main propre, à des milliers de personnes bloquées dans la ville de Mossoul, en Irak, tout juste abandonnée par l'État Islamique. Après avoir construit une station de traitement le long du Tigre produisant pas moins de 12 000 litres d'eau potable par jour, nos équipes ont quotidiennement distribué, en plein cœur de Mossoul, de l'eau à plus de 30 000 personnes. Chaque jour, nous avons rempli une vingtaine de réservoirs installés dans le quartier de Wadi Hajar. Au-delà d'étancher la soif, le retour de l'eau potable dans les quartiers ouest de Mossoul devrait aussi permettre de contenir les éventuelles flambées épidémiques qui sont à craindre en raison du niveau d'insalubrité de la ville. Dans une ville désormais en paix, c'est à la réhabilitation du réseau d'eau que nos équipes s'attendent afin de participer à la reconstruction de la cité détruite par plusieurs années de guerre."

DENIS VANHONGEM

Directeur pays

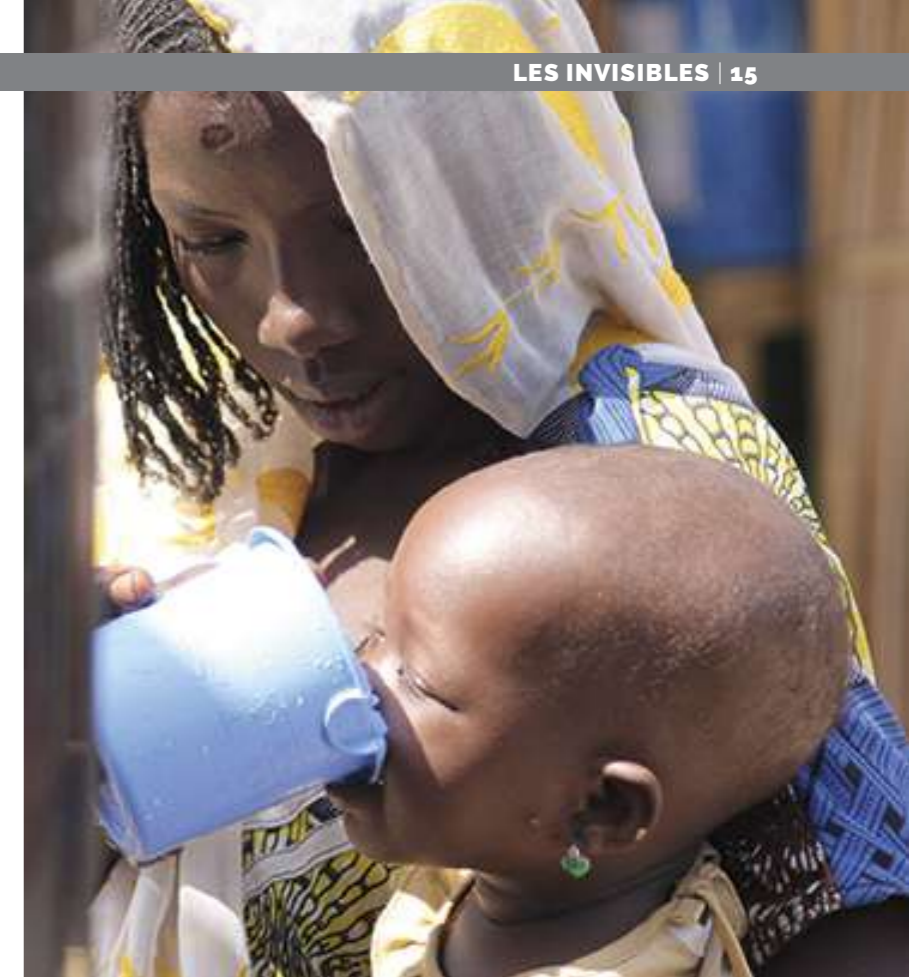


DE L'EAU POTABLE POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION AU NIGÉRIA

"Dans la ville même de Maiduguri, qui accueille plus de 1,5 million de déplacés ayant fui les zones de combat, les taux de malnutrition ont largement dépassé les seuils les plus critiques. Des dizaines de milliers d'enfants de moins de 5 ans sont en danger de mort. En lien avec les structures de santé locales, Solidarités International lutte contre la malnutrition, dont la moitié des cas dans le monde est due à un environnement sanitaire insalubre (OMS). Nos équipes équipent les centres de prise en charge d'un accès à l'eau et à l'assainissement. Elles réhabilitent également les nombreux forages détruits et construisent des toilettes dans des quartiers surpeuplés et vulnérables de Maiduguri."

GILDAS VOURCH'

Directeur pays



FORER EN PROFONDEUR AU BANGLADESH

"Depuis août 2017, des centaines de milliers de personnes ont fui la Birmanie pour le Bangladesh. Elles se sont échouées dans des villages, dans des camps officiels ou informels, où l'accès à l'eau est un véritable défi. Pour atteindre des nappes suffisamment importantes avec de l'eau saine et disponible tout au long de l'année, il faut forer très profond. Aujourd'hui, les gens utilisent de l'eau dans l'aquifère qui est très peu profond. Or pendant la saison sèche, cet aquifère va se réduire. Ils n'auront donc plus accès à cette eau-là. Il a donc été décidé de forer en profondeur à plusieurs dizaines de mètres afin d'avoir une ressource suffisante toute l'année et ainsi de fournir 15 litres d'eau par jour et par personne à environ 1 100, 1 200 personnes pour chaque forage. Plusieurs forages sont en cours de réalisation afin de pouvoir fournir en eau un maximum de personnes dans les camps. Sachant que nous creusons en profondeur, on parle d'eau souterraine qui est une eau non contaminée. Mais nous en vérifions régulièrement la teneur en fer notamment."

LUCILLE TRUTTA

Responsable Eau, hygiène et assainissement



DES POMPES SOLAIRES EN AFGHANISTAN

"Près de 4 ans après leur arrivée, plus de 4 500 personnes venues du Pakistan vivent encore dans le camp de Gulan, en Afghanistan. Jusqu'à présent, le réseau d'eau du camp était alimenté par des pompes submersibles. Mais face à la présence des réfugiés qui se prolonge, une solution plus durable a été mise en place. Nous avons décidé d'installer des pompes solaires pour l'approvisionnement en eau. C'est un projet qui a fait ses preuves au Mali, sur une autre mission de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE. Il nous a paru judicieux de tenter la même expérience ici. Les 10 puits qui fournissent l'eau pour la totalité du camp ont été équipés de 21 panneaux solaires installés sur un châssis en acier et reliés à un panneau de commande et à un système de régulation. Les pompes submersibles sont maintenant alimentées par l'énergie collectée par les panneaux solaires, même s'il reste un générateur diesel de secours pour chaque forage, en cas de temps nuageux et sans soleil."

CRISTINA THEVENOT

Responsable de nos opérations en Asie



Nayan Tara
BANGLADESH



Charlène
MALI



Narges
AFGHANISTAN



Jacqueline
HAÏTI



Baba Harber Adjawiakoye
MALI



Umoja Bahita
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



Zahra Danlha
NIGÉRIA



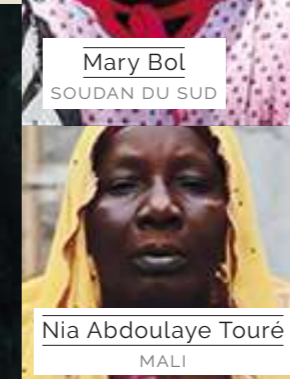
Mary Bol
SOUDAN DU SUD



Almoudou Yattara
MALI



Susie May
MYANMAR



Nia Abdoulaye Touré
MALI



Dilmas et Tahara
MYANMAR

DONNER LA PAROLE AUX INVISIBLES

Ils sont des milliers, des millions, des milliards. Leurs droits humains ne sont pas respectés. Leur voix ne porte pas. Eux, ce sont les invisibles, les sans eau, tous ces hommes, ces femmes, ces enfants oubliés parce qu'ils ont dû fuir dans un autre pays, qu'ils ont dû quitter leur foyer à cause d'une guerre, d'une catastrophe naturelle ou d'une épidémie et qui aujourd'hui n'ont pas accès à l'eau. Eux, ce sont celles et ceux auxquels nous portons une assistance digne, vitale et en mains propres.

Qu'ils viennent du Bangladesh comme Nayan Tara, du Mali comme Baba Harber Adjawiakoye, du Nigéria comme Zahra Danlha, d'Haïti comme Jacqueline, d'Afghanistan comme Narges ou d'ailleurs, nous avons choisi de leur donner la parole pour qu'à travers leur témoignage leur souffrance soit entendue.



“ Seuls des projets structurels, et notamment d'infrastructures, trop rares en RDC, pourront mettre fin au fléau ”

Kalémie, République démocratique du Congo, 2017.

MANIFESTE POUR ENFIN
ÉRADIQUER LE CHOLÉRA EN RDC
CONTRE LA MALADIE DES MAINS SALES,
IL EST TEMPS DE SE RETROUSSER LES MANCHES

Le choléra a disparu des pays industrialisés depuis des décennies. Pourtant simple à prévenir, à traiter et à éliminer, la maladie des mains sales affecte entre 3 et 4 millions de personnes chaque année et en tue près de 100 000, parce qu'elles sont privées d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Une injustice qui frappe particulièrement les habitants de la RDC, pays le plus touché d'Afrique, où le choléra est installé durablement depuis plusieurs décennies, et qui est touché par la plus grosse épidémie de ces 25 dernières années, avec plus de 40 000 personnes infectées et près de 900 morts.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE QUESTIONNE : Comment justifier le nombre de morts du choléra en RDC, alors que les solutions à court, moyen et long-terme de prévention et de contrôle de cette maladie infectieuse sont connues et testées ? Comment expliquer ces chiffres, alors qu'en Haïti, où la situation semblait hors de tout contrôle en 2012, une coordination resserrée des acteurs étatiques, humanitaires et privés ont pu amener à une réduction drastique du nombre de cas en 2017 (10 814 à ce jour contre plus de 500 000 en 2010/2011) ?

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE AFFIRME qu'en République Démocratique du Congo (RDC), il n'a suffi que de 6 mois de désintérêt de la communauté internationale pour que l'Est du pays connaisse la plus grave résurgence de cas de choléra depuis près de 25 ans. Quelque 44 071 cas suspects et 882 décès sont enregistrés à ce jour dans 22 des 26 provinces du pays. Entre 1 800 et 2 000 personnes supplémentaires sont infectées chaque semaine. Soit une augmentation de 71 % par rapport à 2016.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE TÉMOIGNE que dans les provinces du Tanganyka, du Haut Lomami, des Kivus, de l'Ituri et maintenant des Kasais, qui sont autant de foyers de l'épidémie, trop peu d'ONG humanitaires luttent pour mettre fin aux flambées et pour limiter la propagation de la maladie infectieuse, par manque de moyens. Malgré une meilleure prise en charge des malades, le nombre de décès a

augmenté de 12,4 % par rapport à la même période en 2016. Alliant prise en charge, chloration des points d'eau et désinfection des foyers infectés, ces réponses d'urgence permettront de sauver des vies. En aucun cas elles n'élimineront ce fléau. Seuls des projets structurels, et notamment d'infrastructures, trop rares en RDC, pourront y mettre fin.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE N'ADMET PAS que certains décideurs internationaux, qui se plaignent du fait que les ONG utilisent le denier public pour répliquer chaque année les mêmes projets de mitigation de l'épidémie, émettent dans le même temps des fins de non-recevoir à la plupart des tentatives des acteurs humanitaires, et même privés, de proposer de vraies solutions à long terme. Les réseaux d'eau urbains et les plans d'assainissement qui, à terme, permettront d'éradiquer le choléra – comme ils l'ont fait en Europe au XX^e siècle – *“ sont trop chers, trop lointains, et ne répondent pas à des besoins humanitaires urgents ”.*

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE DÉNONCE ce double-discours qui n'aboutit qu'à une impasse. D'autant qu'en ce moment même, Solidarités International est, d'un côté, appelée à jouer les pompiers de l'urgence dans les zones épidémiques : dans les territoires de Kalémie et du Masisi. Et que de l'autre, elle lutte pour trouver les fonds afin de faire avancer la construction du réseau d'eau de la ville de Kalémie, aujourd'hui financée exclusivement par des agences de l'eau, des collectivités et des établissements publics français, et ainsi continuer à attaquer le mal à la racine.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE S'INDIGNE qu'après des décennies d'expérience de crises majeures, d'épidémies et de lutte contre des taux de morbidité extrêmement élevés dans la région, de nombreux décideurs ne comprennent toujours pas que l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement est quasi-systématiquement au cœur d'une réponse efficace aux épidémies. Et qu'une réponse médicale ne suffit pas.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE NE CAUTIONNE PLUS l'incapacité de la communauté internationale à rassembler autour de la table les acteurs gouvernementaux, humanitaires, de développement et les acteurs privés, pour conjuguer leurs moyens et leurs savoir-faire.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE APPELLE tous les acteurs de l'aide humanitaire et au développement, publics comme privés impliqués en RDC, à mettre ensemble en œuvre un plan de lutte commun contre cette pathologie mortelle, mais si facilement contrôlable, qu'est le choléra.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE RAPPELLE que les solutions pour éradiquer le choléra à l'horizon 2030 sont connues :

- augmenter les financements de déploiement médicaux et sanitaires rapides sur les épidémies
- investir dans les projets d'infrastructures d'eau et d'assainissement, particulièrement dans les zones urbaines et péri-urbaines.
- améliorer les systèmes de suivi et d'alertes

COMBIEN D'AUTRES ANNÉES DE FLAMBÉES, DE MALADES ET DE MORTS FAUDRA-T-IL ENCORE POUR QUE CES MESSAGES SOIENT ENFIN ENTENDUS ?

Les invisibles

“ Mon enfant de sept ans, Salume, buvait l'eau du lac tous les jours. Un jour il a eu des douleurs abdominales puis rapidement il a commencé à vomir et à être atteint de diarrhées continues. ”



UMOJA BAHITA
RDC

ENTRE URGENCE ET DÉVELOPPEMENT : UNE TRIPLE RÉPONSE POUR ÉRADICHER LE CHOLÉRA DU TANGANYIKA

Face à la maladie des mains sales, la seule réponse d'urgence n'est pas suffisante. Dans l'est de la RDC où la maladie est endémique, sans un lien étroit entre les actions "coup de poing" et de développement, la lutte contre la maladie s'avère inefficace.

PAR EMMANUEL RINCK

Responsable Géographique pour l'Afrique

Le lac Tanganyika est un des réservoirs du choléra en Afrique centrale. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL y lutte depuis 2002 contre les maladies hydriques. À Kalemie et dans ses environs, le choléra prévaut depuis plus de 20 ans. Au sein des communautés qui subissent des périodes de flambées importantes, des gens en meurent chaque année.

UNE RÉPONSE COUP DE POING

Pour combattre ce fléau, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a axé sa réponse sur trois piliers combinant réponses d'urgence et de développement. Le premier pilier est une réponse en urgence, appelée "coup de poing". Elle se déploie dès le seuil épidémique franchi, afin de stopper la flambée. Se matérialisant par des points de chloration d'urgence à chaque sites de

puisage pour éviter la consommation d'une eau infectée et de la sensibilisation de masse aux bonnes pratiques d'hygiène, cette réponse est faite en lien avec les autorités territoriales et provinciales du secteur de la santé.

LE "BOUCLIER" DE L'EAU POTABLE

Cependant, une réponse d'urgence seule ne permet pas d'éradiquer la transmission du choléra dans une zone où il est endémique et n'est pas une réponse suffisante pour ces communautés et pour nous, humanitaires. C'est pourquoi le deuxième pilier de la réponse s'articule autour de la réhabilitation et l'extension du réseau d'eau de la ville de Kalemie afin d'assurer une desserte en eau potable pérenne. Les travaux de réhabilitation sont accompagnés d'un soutien aux structures locales en charge de la gestion de la distribution de l'eau auprès de la population. Ces deux composantes garantissent la qualité de l'eau distribuée et l'appropriation des ouvrages. Cette approche structurelle, en cours depuis 2010, est dite "bouclier".

LES COMMUNAUTÉS LOCALES, PREMIER REMPART CONTRE LA MALADIE

Le troisième pilier de la stratégie de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL repose sur la promotion d'une solution chlorée par une organisation locale. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL renforce les capacités de cette structure locale

qui entend faire de ce produit un produit de consommation courante. Par ce biais, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL promeut l'entrepreneuriat local et surtout met en avant la capacité des communautés à elles-mêmes se protéger contre le danger de l'eau sale et le fléau du choléra. Ainsi, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL amorce sa stratégie de sortie de la zone.

Du premier cas identifié à l'autonomisation du traitement de l'eau par les communautés elles-mêmes, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, en couplant réponses d'urgence et approches structurelles et de développement, combat les maladies diarrhéiques sur le court et le long terme, et espère faire entendre la nécessité de traiter ce combat sous toutes ces formes et de manière simultanée.

Les invisibles

"L'eau du marécage, un jour, elle s'asséchera et nous ne pourrons plus rester ici."



MARY BOL
Soudan du Sud

"GESTION EN TOUTE SÉCURITÉ"

LES APPORTS D'UNE ÉTUDE SCIENTIFIQUE D'IMPACT DANS LA ZONE ENDÉMIQUE DE CHOLÉRA D'UVIRA EN RDC.

PAR MARTIN LEMÉNAGER

Responsable d'équipe projet Eau et assainissement, à l'Agence Française de Développement

L'impact sur la santé est souvent cité comme le premier bénéfice d'un projet d'accès à l'eau. Cela paraît être une évidence. Et pourtant, il n'est pas facile de le mesurer rigoureusement, notamment car il existe de nombreuses possibilités de contamination de l'eau entre sa source et le moment où elle est bue. Les études existantes traitent en majorité d'interventions de type "traitement au point d'utilisation". Les projets d'amélioration des réseaux d'eau potable sont plus rarement évaluables avec des méthodes scientifiquement reconnues. En effet, les localités avec ou sans réseau sont difficilement comparables et on ne peut pas distribuer des tuyaux comme des pastilles de chlore ou des sessions de formation.

Les conditions d'une évaluation d'impact se sont trouvées rassemblées dans le cadre d'un projet mené à Uvira, dans le sud Kivu en RDC. L'intérêt est d'autant plus marqué que le choléra y sévit de manière endémique. L'étude s'appuie sur les acteurs impliqués et les données collectées dans le cadre d'un programme régional initié par la Fondation Veolia depuis plus de dix ans.

En 2013, l'AFD a décidé d'octroyer une subvention pour le Projet Lutte contre le choléra à Uvira par l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'hygiène. Accompagnant le continuum urgence-développement, ce projet soutenu par un partenariat multi-acteurs vise à améliorer les conditions de vie et de santé de 210 000 habitants. Le projet est géré par l'entreprise publique nationale Regideso avec l'appui de la Fondation Veolia. Il est réalisé avec la participation financière de l'Union européenne via la facilité Eau. Les

infrastructures de production et distribution d'eau seront réhabilitées et étendues (augmentation de la production journalière de 4 500 à 11 500 m³/j, construction d'un nouveau réservoir de 2 000 m³, pose de 40 km de conduites, 3 000 compteurs et 102 bornes-fontaines), ce qui permettra d'alimenter en continu en priorité les zones de santé dans lesquelles des épidémies de choléra ont été identifiées. La sensibilisation à l'hygiène est menée par l'ONG Oxfam GB. L'ONG locale ADIR contribuera à la structuration des usagers et des gestionnaires de bornes fontaines.

L'AFD et la Fondation Veolia ont mandaté la renommée London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM) pour conduire une évaluation scientifique d'impact. Les premiers résultats ont été publiés en 2015 dans la revue de santé publique PLoS Med. En comparant les séries chronologiques de production d'eau potable et les registres du centre de traitement des malades, les chercheurs ont montré que "23,2 % des cas de choléra rapportés dans cette ville sur la période 2009-2014 sont directement attribuables aux pannes récurrentes de l'usine de traitement, principalement en raison de coupures de courant."

Ces résultats ont constitué une contribution de premier plan au débat sur l'importance à accorder à la qualité des services d'eau dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD). Ainsi, la cible 6.1 des ODD vise l'accès universel et équitable à des "services d'eau potable gérés en toute sécurité". Cette définition implique de satisfaire à des critères d'accessibilité (à domicile), de disponibilité (à la demande, c'est-à-dire le plus souvent

via un service en continu), et de qualité (constamment exempte de contamination). Cela représente un saut qualitatif par rapport aux "points d'eau améliorés" de l'OMD n°7.

L'étude, qui se poursuit jusqu'à fin 2019, combine principalement trois méthodes :

- analyse de séries temporelles des quantités d'eau distribuées et des incidences de choléra et maladies diarrhéiques ;
- assignation aléatoire de l'ordre des travaux d'extension du réseau tertiaire en 16 clusters, permettant une analyse contrefactuelle "en pipeline" (comparaison des premiers et des derniers quartiers recevant l'extension) ;
- suivi de cohorte de 500 ménages incluant des aspects qualitatifs sur les pratiques d'hygiène, les comportements liés à l'eau et les conditions socio-économiques.

Les résultats de l'étude contribueront au suivi du plan multisectoriel d'élimination du choléra coordonné par les autorités congolaises. Ils intéressent également la Global Task Force on Cholera Control de l'OMS qui vient de publier sa feuille de route pour éliminer le choléra d'ici 2030.

Les invisibles

"Avec le passage de l'ouragan Matthew, je n'ai plus accès à la source. Je suis obligée d'aller au kiosque acheter de l'eau, mais je n'ai pas d'argent. Je ne sais pas comment je vais faire..."



JACQUELINE
Haïti

HAÏTI :

VERS UNE ELIMINATION
DU CHOLÉRA EN 2022

TROIS QUESTIONS À JEAN-SÉBASTIEN MOLITOR

Directeur pays pour SOLIDARITÉS INTERNATIONALE en Haïti.

QUEL EST L'AMPLEUR
DU CHOLÉRA EN HAÏTI ?

Introduit en 2010 par les forces de l'ONU venues du Népal, pays où il est endémique, le choléra s'est rapidement propagé en Haïti. En 2014, l'épidémie avait touché plus de 700 000 personnes et emporté près de 9 000 malades. Or depuis, l'épidémie a drastiquement reculé. Au 31 octobre 2017, 11 916 cas suspects ont été reportés depuis le début de l'année, soit une baisse de 66% par rapport à l'année précédente. La chute dans le nombre de décès ces dernières années (autour de 1% des cas) est essentiellement due à l'absence de flambée majeure et à la mise en œuvre, en juillet 2013, du Plan National d'Élimination du Choléra, élaboré par le Ministère haïtien de la santé publique et de la population, l'Organisation mondiale de la santé et l'UNICEF. Celui-ci consiste en une action coordonnée des ONG et des autorités alliant prévention de la maladie, un système d'alerte et réponse aux flambées, et un renforcement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Cette baisse significative ne doit pas masquer pour autant le risque que représente la maladie particulièrement pour les ménages les plus vulnérables.

QUELLES SONT LES ACTIONS
MISES EN PLACE PAR LES ONG
SUR PLACE POUR LUTTER
CONTRE LE CHOLÉRA ?

La lutte contre le choléra se décline en deux volets. Le volet santé comprend la prise en charge du patient dans un centre spécialisé (Centre de traitement des diarrhées aiguës – CTDA) par des acteurs santé. Le volet investigation comprend la collecte d'information auprès du malade au CTDA, puis la visite à son domicile pour identifier la source de la contamination, et procéder à la désinfection du foyer du patient et des habitations aux alentours afin de créer un cordon sanitaire et éviter la propagation de la maladie. A ces actions de chloration est associée la distribution de kits (savon, pastilles de chlore, sels de réhydratation) aux foyers touchés et avoisinants. SOLIDARITÉS INTERNATIONALE participe fortement à ce plan de réponse national, avec la distribution de kits choléra, la désinfection des domiciles affectés, la réhabilitation de sources et la sécurisation des points d'eau, notamment dans les départements de l'Ouest, des Nippes et du Sud-Est.

HAÏTI ENTREVOIT-ELLE
LA POSSIBILITÉ D'UNE
ÉLIMINATION À L'AVENIR ?

Le Plan National d'élimination du choléra (PNEC) prévoit bel et bien l'élimination de la maladie en 2022. Un objectif qui sera rempli si la coordination entre autorités nationales, acteurs de la réponse en eau, hygiène et assainissement et de la prise en charge (santé) continue d'être effective et si ce plan continue à être financé. Je rappelle que pour 2017, il ne l'est qu'à hauteur de 14%. Pourtant, au regard des chiffres, nous sommes en avance par rapport au PNEC, et il ne faut pas réduire les efforts. En effet, preuve de cette bonne dynamique, en 2018, l'objectif est d'atteindre une incidence (nouveau cas/population totale) inférieure à 0,1%, alors qu'au 31 octobre 2017 l'incidence est de 0,11%.

Les invisibles

" Cette station de filtrage installée dans le village a changé beaucoup de choses dans notre vie quotidienne. Avant, l'eau que l'on buvait nous rendait malades. "



BABA HARBER ADJAWIAKOYE

Mali

" GÉRER L'EAU ET L'HYGIÈNE
POUR COUPER LA CHAÎNE
DE TRANSMISSION DE LA MALADIE. "

3 QUESTIONS À SOLENNE BARBE

Directrice des opérations de l'ONG médicale ALIMA*

Quelle est l'importance
de l'eau au niveau médicale
dans les centres de santé ?

L'accès à l'eau potable, qui est un besoin de base, conditionne l'état sanitaire d'une population et des individus, en particulier les enfants. L'eau dans les opérations médicales est aussi indispensable dans le cadre de l'hygiène dans les milieux hospitaliers. Les maladies nosocomiales sont aussi un problème majeur de santé publique au global et donc évidemment l'eau potable est très importante dans un univers médical. Au-delà de la consommation courante, il y a dans nos services pédiatriques, en particulier pour les nourrissons, et les soins intensifs, la question de la dénutrition avec du lait thérapeutique. Si l'eau utilisée n'est pas parfaitement propre et potable, on ne peut pas nourrir les enfants qui vont avoir des diarrhées ou vomir.

Quelles est la
plus-value d'une ONG
comme SOLIDARITÉS
INTERNATIONALE pour
des médicaux comme vous ?

Il y a des maladies épidémiques qui peuvent être transportées par l'eau et des maladies où l'eau est un réservoir du vecteur (palu, dengue notamment). Ce qu'on attend d'une ONG avec la technicité de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE diffère en fonction des opérations. Mais au global, l'importance pour nous est avant tout l'adaptabilité et la compréhension de l'activité médicale en lien direct avec l'eau. Lors d'une épidémie de choléra par exemple, le fait que SOLIDARITÉS INTERNATIONALE s'occupe de la chloration, de la vidange de latrines ou de l'accès à l'eau potable, nous laisse du temps pour nous concentrer sur le médical. Nous avons, chez Alima, la capacité technique pour ces opérations. Pour autant, ne pas avoir à embaucher du personnel et à gérer tout le côté administratif qui va avec, nous permet de soigner plus de personnes. En Haïti, quand on ouvre en urgence un centre avec 300 lits, nous avons besoin de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE pour s'occuper du maillon externe et couper la chaîne de transmission de la maladie.

Outre le choléra et la
malnutrition, sur quelles
autres maladies spécifiques
SOLIDARITÉS INTERNATIONALE
et Alima pourraient se
compléter ?

Il y a plusieurs types d'activités, notamment sur le palu et la dengue, sur lesquelles SOLIDARITÉS INTERNATIONALE pourrait apporter un savoir-faire. Mais c'est assez complexe. Cela demande des compétences complémentaires qui ne sont ni celles d'ONG comme SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, ni les nôtres. Il faut travailler avec les entomologistes qui, eux, sont capables de " cartographier " les zones de pontes des moustiques porteurs de maladies et de mettre en place des programmes de traitement de l'eau de ces sources qui sont à proximité des lieux de vie des populations. Il faudrait aussi développer des travaux de recherche et d'innovation spécifiques du traitement de l'eau dans ce genre de configuration.

Les invisibles

" L'eau est très importante pour nous parce qu'on ne peut pas vivre sans. "



NARGES

Afghanistan

*Créée en 2009, The Alliance for International Medical Action (Alima) met en réseau et renforce des ONG nationales de médecine humanitaire pour mettre en œuvre des projets de soins exigeants tant dans la qualité de la médecine que dans le nombre de patients traités. Ces projets s'inscrivent à la fois dans les urgences humanitaires et dans des contextes de crises chroniques.



“ POUR METTRE FIN À LA MALNUTRITION, IL FAUT QUE LES BAILLEURS SORTENT DU FINANCEMENT CLOISONNÉ ”



Issue de la London School of Hygiene and Tropical Medicine et responsable de l'adoption de la recherche pour le Consortium SHARE, un programme de recherche sur l'assainissement, l'hygiène et la santé, **SOPHIE DURANS**, auteure du rapport “*La Recette du succès*”, revient sur le lien entre accès à l'eau et malnutrition.

Quel est le lien entre l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement (EHA) et la malnutrition/sous nutrition?

Un enfant de moins de deux ans qui est atteint d'un retard de croissance - et qui ne grandit pas comme prévu en fonction de son âge - a souvent réduit son développement physique et mental. L'EHA peut affecter la croissance de l'enfant par trois voies directes: la

diarrhée, les helminthes transmissibles par le sol (vers intestinaux qui se transmettent par le sol contaminé) et la dysfonction entérique de l'environnement (inflammation intestinale qui réduit l'absorption des nutriments). Ces trois voies peuvent influencer sur la façon dont le corps réagit à l'infection ou à l'infestation parasitaire et peuvent avoir un impact négatif sur l'état nutritionnel et la santé.

Pourquoi l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène est-il si important dans la lutte contre la malnutrition ?

Il existe des preuves qui mettent en évidence les liens entre l'EHA et des formes spécifiques de dénutrition. Une étude publiée en 2013 a révélé qu'il y avait des preuves suggestives d'un petit effet de l'EHA sur le retard de croissance

(Dangour et al. 2013). Ces résultats ont été confirmés par un examen plus récent de la documentation (Freeman et al. 2017). Bien que les deux études montrent que les interventions l'EHA peuvent être efficaces pour les résultats nutritionnels, tous les types d'interventions EHA ne se sont pas révélés efficaces. Nous avons besoin de plus de recherches pour déterminer quelles interventions pourraient être les plus efficaces pour améliorer l'état nutritionnel des enfants.

Il est bien connu depuis plusieurs années maintenant qu'il existe un lien entre l'EHA et la malnutrition/sous nutrition. Comment expliquez-vous qu'il est encore difficile de mobiliser des fonds, notamment pour le financement du lien EHA-nutrition?

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles il peut être difficile de mobiliser des fonds. Tout d'abord, bien que nous sachions qu'il existe un lien entre l'EHA et la nutrition, les données probantes ne sont pas unanimes et des questions demeurent quant aux contributions spécifiques des différentes interventions EHA. Deuxièmement, le financement se fait toujours de manière cloisonnée, bien que notre analyse des bailleurs dans “*La recette du succès*” souligne à quel point certains bailleurs ont évolué vers un financement intégré pour l'EHA et la nutrition. Troisièmement, le secteur de l'EHA est relativement sous-financé, ce qui pose d'autres défis, en particulier en ce qui concerne l'allocation de fonds au sein du secteur pour le matériel (p. ex. les robinets et les toilettes) par rapport aux logiciels (par exemple, la communication sur les changements de comportement).

Quels conseils pourriez-vous donner aux ONG non médicales comme SOLIDARITÉS INTERNATIONALE pour qu'elles soient plus efficaces et efficientes

dans leur lutte contre la malnutrition?

Les ONG comme SOLIDARITÉS INTERNATIONALE devraient s'assurer que leurs programmes sont éclairés par les meilleures données probantes disponibles. Bien que les liens entre l'EHA et la malnutrition soient complexes, il existe suffisamment de preuves pour justifier une action. Il peut être utile de suivre les directives existantes sur l'EHA et la malnutrition, telles que celles de l'OMS, pour veiller à ce que les programmes suivent les meilleures données disponibles et les bonnes pratiques.

Quelles sont vos principales recommandations pour mettre fin à la malnutrition?

Dans le rapport “*La recette du succès*”, nous formulons des recommandations claires à l'intention d'un certain nombre de décideurs. Pour les bailleurs, nous recommandons qu'ils financent des approches multisectorielles

“ LA MOITIÉ DE TOUS LES CAS DE DÉNUTRITION SONT LIÉS À DES INFECTIONS CAUSÉES PAR DE MAUVAISES PRATIQUES D'HYGIÈNE ET D'ACCÈS À L'EAU. ”

et encouragent une intégration plus efficace de l'EHA et de la nutrition, tant dans le contexte humanitaire que dans celui du développement. Pour les décideurs politiques et les praticiens de WASH, nous recommandons d'accroître la “*sensibilité nutritionnelle*” des politiques et des programmes en utilisant des approches telles que cibler les zones géographiques où la sous-alimentation est la plus répandue.

Dans le rapport “*La recette du succès*”, vous expliquez que l'Objectif de Développement Durable qui vise à mettre fin à la malnutrition ne sera pas atteint. Pourquoi?

Nous savons que la nourriture seule ne suffit pas à résoudre le problème. La moitié de tous les cas de dénutrition sont liés à des infections causées par de mauvaises pratiques d'hygiène et d'accès à l'eau. Les progrès actuels dans la lutte contre les causes sous-jacentes de la malnutrition n'ont pas été suffisamment pris en compte à ce jour. Notre rapport,

qui a analysé les plans nutritionnels et les plans EHA dans dix pays, a constaté que les plans nutritionnels reconnaissent l'importance de l'EHA pour la nutrition, mais que beaucoup d'entre eux manquaient de détails sur les priorités à donner aux actions EHA et sur la manière de les intégrer concrètement dans les programmes nutritionnels. De même, les plans EHA manquaient également de détails sur les actions visant à maximiser l'impact nutritionnel.

Si tous les acteurs doivent partager la responsabilité de la lutte contre la malnutrition, les États n'ont-ils pas un rôle plus important à jouer, en particulier sur l'aspect préventif et autour de l'EHA ?

Comment leur faire comprendre qu'ils doivent se donner les moyens de lutter contre la malnutrition en intégrant l'EHA ?

Dans le rapport, nous formulons des recommandations aux gouvernements nationaux pour les encourager à mieux intégrer l'EHA et la nutrition. Celles-ci consistent notamment à s'assurer que leurs politiques et leur financement sont alignés sur les ODD et leurs objectifs interdépendants pour renforcer l'EHA, à mettre en place des mécanismes de coordination interministériels efficaces et à veiller à ce que ces structures intègrent une participation significative de la société civile et des communautés affectées. Nous avons également suggéré que les gouvernements aient mis à jour et mis à disposition des plans nationaux EHA et nutritionnels afin que d'autres puissent leur demander des comptes.

Les invisibles

“ Tous les matins, c'est moi qui vais chercher de l'eau au puits. Grâce à cette eau, maman peut cuisiner et on peut boire de l'eau potable tous les jours. Parce que l'eau c'est la vie. ”



CHARLÈNE
RCA



L'ACCÈS AUX TOILETTES, UNE URGENCE SANITAIRE

Pour 38 % des habitants de la planète, trouver un endroit où faire ses besoins est une lutte de tous les jours. Une situation lourde de conséquences sur la santé et l'évolution sociale des populations.

PAR ANNE GUION

Journaliste à La Vie

Merci aux rédactions du Monde et de La Vie pour le texte d'Anne Guion issu du hors-série *L'Atlas de l'eau et des océans* dont SOLIDARITÉS INTERNATIONAL est partenaire.



C'est l'une des scènes les plus connues de *Slumdog Millionaire*, le film de Danny Boyle (2008) qui raconte l'ascension d'un enfant des bidonvilles de Bombay. Lorsque le petit Jamal se retrouve enfermé dans une latrine sur pilotis, perchée sur une mer d'excréments, alors même qu'un acteur de films de Bollywood vient d'atterrir non loin de là, il n'hésite pas à sauter par le trou pour rejoindre son idole. La séquence pourrait prêter à rire si celle-ci n'était pas aussi réaliste. L'Inde est l'un des pays où l'accès à l'assainissement est le plus déficient : 560 millions d'Indiens sont obligés de déféquer dans la nature, faute de toilettes.

La problématique dépasse le cadre des bidonvilles de Bombay. Sur le plan mondial, 2,4 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à des toilettes dignes, soit environ 38 % de la population ! Principales zones concernées : les campagnes des pays en développement. Mais la situation est plus inquiétante encore dans les villes où se multiplient les quartiers informels. On estime que 1 milliard de personnes vivent aujourd'hui dans ces zones d'habitats précaires ; elles seront sans doute 3 milliards en 2050. *"La ville est aujourd'hui le théâtre d'une course-poursuite permanente entre le développement des infrastructures et sa croissance physique. Or, cette compétition est en train d'être perdue par les pouvoirs publics"*, affirme Gérard Payen, ancien conseiller pour l'eau et l'assainissement du secrétaire général des Nations unies. Dans ces quartiers défavorisés, trouver un endroit où faire ses besoins est une lutte de tous les jours. Beaucoup pratiquent la méthode des *"toilettes volantes"* : les habitants utilisent des sacs plastiques qu'ils jettent ensuite sur les toits ou le plus loin possible de leurs habitations. Lorsque ceux-ci disposent de latrines, à l'image du petit Jamal de *Slumdog Millionaire*, leur contenu, évacué dans un trou ou une fosse septique, est rarement vidé par un service régulier d'évacuation. Et lorsque celui-ci est en fonction, seule une petite partie des matières fécales est retraitée. Le reste débouche dans les rivières, où l'on puise bien souvent l'eau pour la consommation de la population et du bétail. Les conséquences sur la santé sont désastreuses. Chaque année, 314 000 enfants de moins de 5 ans meurent de maladies diarrhéiques liées à

la consommation d'eau insalubre et aux mauvaises conditions d'hygiène.

UN SUJET LONGTEMPS TABOU À L'ONU

Offrir à ces populations des conditions de vie décentes, c'est tout l'enjeu des 17 Objectifs de développement durable (ODD) qui ont été votés à l'unanimité par 195 États en septembre 2015 à l'Onu et qui prévoient notamment, dans leur Objectif 6, un accès universel à l'assainissement d'ici à 2030. Un objectif très ambitieux. Trop, sans doute, tant l'assainissement est un domaine ignoré depuis longtemps. *"Les pourvoyeurs d'aide consacrent en général 10 fois plus de ressources à l'eau qu'aux installations sanitaires. Dans les programmes "eau et assainissement", ils omettent souvent de dégager les budgets pour l'éducation à l'hygiène, la promotion des toilettes ou la construction de systèmes d'évacuation des eaux et des excréments"*, s'indignait ainsi Maggie Black, spécialiste britannique des problématiques liées à l'eau dans un article paru en 2010 dans *Le Monde diplomatique*. *"C'est une question taboue, surtout dans l'enceinte majestueuse des Nations unies où aucun représentant de pays n'a envie de raconter ses problèmes de toilettes et d'eaux usées, s'insurge Gérard Payen. Résultat : avant 2015, il n'y a pas eu un seul texte de l'Onu sur les eaux usées. L'institution ne comptait d'ailleurs aucun expert sur le sujet."*

L'autre difficulté tient au fait que l'accès aux réseaux d'assainissement exige de passer par les pouvoirs publics, contrairement à d'autres services moins vitaux comme le téléphone portable. Ainsi, vous ne pouvez pas décider dans votre coin de raccorder votre maison au réseau d'assainissement existant. C'est d'autant plus difficile dans le cas des États souvent fragiles des pays en développement. Mais attention, ce n'est pas parce qu'un pays est pauvre qu'il est forcément déficient dans le domaine. Et vice versa. *"Il s'agit vraiment d'une question de volonté politique, explique Gérard Payen. L'accès à l'eau et à l'assainissement est-il une priorité par rapport à la construction de routes ou d'hôpitaux [etc.] ?"*

DES SOLUTIONS INNOVANTES À PROMOUVOIR

Le privé est appelé à la rescousse. La fondation Bill et Melinda Gates a lancé en 2011 un concours technologique

intitulé *"Réinventer les toilettes"*, pour tenter de mettre au point des sanitaires mieux adaptés au contexte des pays en développement. Des solutions innovantes ont déjà été expérimentées sur le plan local, comme le système Peepoo mis en place en 2009 dans un quartier du bidonville de Kibera à Nairobi, au Kenya, qui reprend la méthode des *"toilettes volantes"* : soit un sac biodégradable qui, grâce à un procédé chimique, neutralise les agents pathogènes des excréments. Le sac et son contenu peuvent ensuite servir d'engrais.

Il y a urgence à agir car les conséquences indirectes sur le développement sont importantes. Les inégalités hommes-femmes sont aussi renforcées par les mauvaises conditions d'hygiène. Les fillettes quittent souvent l'école à la puberté, faute de trouver un endroit protégé où se changer quand elles ont leurs règles. Il s'agit surtout d'un combat politique pour la dignité des hommes. C'est dans cet esprit que les ONG spécialisées ont longtemps lutté pour la reconnaissance du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement, finalement reconnu en 2010 par les Nations unies. Lorsqu'en 2014, le premier ministre indien Narendra Modi lance un programme *"Inde propre"* pour donner à chaque Indien des installations sanitaires décentes d'ici à 2019, il prend soin de citer Gandhi. C'est lors de son long séjour en Afrique du Sud (1893-1915) que l'apôtre de la non-violence prit conscience que le manque d'hygiène des Indiens, nombreux dans le pays, les emprisonnait eux-mêmes dans leur condition d'*"intouchables"* aux yeux de la minorité blanche. Il ira même jusqu'à affirmer bien plus tard, lors d'un meeting en Inde, que *"l'assainissement est plus important que l'indépendance"*. Une façon de dire qu'il ne peut y avoir de libération sans dignité humaine.

Les invisibles

"Tous les problèmes que vous voyez ici sont liés à l'eau. Si l'eau n'arrive pas, nous allons partir."



ALMOUDOU YATTARA
Mali

LES PAYS IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS D'EAU VIRTUELLE

FLUX D'EAU VIRTUELLE LIÉS AUX PRODUITS AGRICOLES DE 1997 À 2001 (km³/an)



L'EAU VIRTUELLE

Si l'eau a une valeur économique, un marché d'eau réelle serait techniquement difficile à mettre en œuvre notamment pour des raisons culturelles. En revanche, les échanges d'eau virtuelle, incorporés dans des biens de consommation, sont fréquents et souvent présentés comme une solution aux problèmes de l'eau dans les pays aux ressources faibles. Mais la vision purement économique de l'eau à ses limites notamment en termes de souveraineté et de sécurité alimentaire.

PAR DAVID BLANCHON

Géographe et auteur de *L'Atlas Mondial de l'eau* - Édition Autrement

Le concept d'eau virtuelle a été introduit en 1993 par John Anthony Allan. Il renouvelle l'approche des questions liées à l'eau. La production de biens agricoles ou industriels consomme un certain volume d'eau, de 250 litres par kilos pour les pommes de terre à plus de 15 000 litres pour un kilo de bœuf. Une partie de cette eau "réelle" est perdue pour tout autre usage dans le bassin versant de production. Mais elle est consommée ailleurs. Le clivage eau

virtuelle/eau réelle dépend du point de vue et de l'échelle d'analyse : on appelle "eau virtuelle" l'eau utilisée pour produire dans un endroit des biens exportables et consommés virtuellement dans un autre espace. Ces échanges d'eau virtuelle sont très importants : alors que la consommation d'eau moyenne dans les pays de l'OCDE est d'environ 120l/hab/jour, on estime qu'il faut entre 2 000 (Afrique) et 5 000 (Europe) litres d'eau pour couvrir les besoins alimentaires quotidiens.

Au Niveau mondial, si les États n'échangent que très peu d'eau réelle, les transferts d'eau virtuelle sont massifs : ils représenteraient près de 1 300 km³/an et sont en rapide augmentation. Comme l'eau virtuelle concerne surtout les produits alimentaires, les principaux pays exportateurs d'eau virtuelle sont aussi les "greniers" du monde : les États-Unis, le Canada, l'Australie et la France. À l'opposé, les principaux pays importateurs sont les États du

Proche et du Moyen-Orient et la Chine, déficitaires en produits agricoles. L'Égypte importe virtuellement sous forme de blé, l'équivalent de 3,5 km³ d'eau, principalement en provenance des États-Unis et de l'Australie, alors que la Thaïlande exporte de l'eau sous forme de riz. Le concept d'eau virtuelle est à manier avec précaution, mais il explique comment les pays déficitaires peuvent palier leur manque relatif d'eau en s'en procurant "virtuellement" par l'importation de produits agricoles.

LES LIMITES D'UNE CONCEPTION STRICTEMENT ÉCONOMIQUE DE L'EAU

La prise en compte de l'eau virtuelle a été présentée comme une solution aux problèmes de raréfaction de l'eau, notamment en Asie occidentale et en Afrique du Nord.

En théorie, ces pays aux ressources limitées devraient exporter des denrées alimentaires à faible teneur en eau mais chers, et importer des produits peu chers mais incorporant beaucoup d'eau. Entre les deux rives de la Méditerranée,

l'échange idéal impliquerait des céréales cultivées au Nord et des agrumes venus du Sud. Dans la pratique, c'est l'équivalent d'un second Nil qui s'écoule vers les pays d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale sous forme d'eau virtuelle. Cette perspective permettrait théoriquement de mieux valoriser l'eau et de préserver l'environnement, en ne construisant pas de coûteux aménagements hydrauliques.

Cependant, l'eau virtuelle est loin d'être une solution miracle au problème de l'eau dans ces régions. En effet, le marché des produits agricoles n'est pas un marché parfait : il existe des barrières tarifaires et non tarifaires (normes de qualité) qui empêchent les pays du Sud d'exporter leur production. De plus, les cours mondiaux fluctuent : une hausse rapide du prix des céréales, comme celui qui a eu entre 2006 et 2008, rend la substitution de cultures bien moins intéressante. Enfin, l'abandon de la culture des céréales met en péril la souveraineté et la sécurité alimentaire des États. Si une pénurie généralisée de céréales au niveau global

se produisait, il est évident que les pays producteurs privilégieraient d'abord leur consommation interne en taxant fortement les exportations. Les pays ayant fait le choix de l'eau virtuelle se trouveraient en très grande difficulté et connaîtraient des "émeutes de la faim". Ces exemples montrent les limites d'une vision strictement économique de l'eau : par son caractère irremplaçable et vital, l'eau a une valeur qui dépasse largement sa valorisation monétaire.

Les invisibles

"Quand je quitte mon travail, arrivée à la maison, je puise de l'eau pour faire la cuisine, me laver et faire la lessive. Le robinet installé dans le village nous est très utile."



NIA ABDOULAYE TOURÉ
Mali



JEAN LAUNAY

“ LA CRÉDIBILITÉ DU PLAIDOYER ET L'ATTEINTE DES ODD D'ICI 2030 NÉCESSITENT UN RETOUR AU BON SENS ET À LA SOBRIÉTÉ ”

DÉBAT Alain Boinet, fondateur de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a rencontré Jean Launay, président du Partenariat Français pour l'Eau et Jean Marie Tétart, administrateur de l'Agence Française de Développement pour évoquer la place de l'eau dans l'aide publique au Développement.

ALAIN BOINET Notre question fait suite à l'appel que vous aviez lancé au président de la République, qui portait sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), et sur toutes les grandes questions concernant l'eau. Les conclusions du Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID) le 8 février, véritable feuille de route du quinquennat, aborde beaucoup de sujets : l'augmentation de l'Aide Publique au Développement (APD), des moyens supplémentaires pour l'urgence humanitaire dans des situations de crise... Dans le domaine de l'eau, quel bilan faites-vous de ce CICID ?

JEAN LAUNAY Le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) a rappelé au président de la République trois nécessités pour l'eau. La 1^{re}, celle d'être exemplaire pour l'atteinte des ODD en France et dans la politique de coopération internationale de notre pays. L'objectif consacré à l'eau est une première, mais l'eau est un sujet transversal à beaucoup d'ODD. Le 2^e est le suivi de l'Accord de Paris sur le climat. Ce suivi inclut aussi des engagements financiers. Pour qu'il y ait des résultats, il ne suffit pas de les déclamer, il faut aussi donner des preuves. Le 3^e sujet : l'engagement dans l'APD. Le CICID de février, dont le cœur du sujet était justement de définir les priorités de notre coopération internationale, a repris un bon nombre de thèses qui étaient dans cet appel au président de la République, et on doit en être satisfait parce qu'on retrouve la cohérence souhaitable entre la déclaration politique et le passage à l'acte pour la France elle-même et le fait qu'elle puisse avoir un effet levier sur les engagements d'autres pays.

JEAN-MARIE TÉTART Dans les conclusions du CICID, l'eau est traitée en 5 lignes, mais 5 lignes qui disent tout. Elles présentent l'eau comme le service des services, rappelant qu'il n'y a pas d'action pertinente sur la santé, l'éducation, l'économie... s'il n'y a pas d'eau. Elles parlent aussi de l'assainissement, qui est une condition

de résilience de la pérennisation de l'accès à l'eau potable. Les objectifs du millénaire (OMD) ont permis l'accès de plus de personnes à une eau de qualité. Mais la situation pourrait rapidement se dégrader si l'assainissement n'était pas pris en compte. Les populations qui ont le moins accès à ces services sont les populations des 14 pays prioritaires de l'aide française au développement qui figurent en fin de ces conclusions. Dans ces pays, le prêt n'a pas de sens, il faudra du don. Et c'est le don qui est privilégié dans cette

feuille de route. C'est un programme cohérent qui se résume à :

1. L'eau est un service de base pour tous, c'est le service des services.
2. Pas de pérennité de l'accès à l'eau sans assainissement.
3. On doit traiter de manière prioritaire les pays où la tension et la plus forte et on se donne le moyen de le faire en augmentant les dons à ce niveau.

ALAIN BOINET Que dire de la relative absence de la coopération décentralisée en rapport avec nos préoccupations ? Certains pensent qu'elle est peut-être menacée, tout comme la Loi Oudin-Santini d'ailleurs ? L'Agence Française de Développement (AFD) a vu ses budgets sur l'eau augmenter de manière considérable ces dernières années, mais c'est pour près de 90 % des prêts le plus souvent à des pays émergents dans des zones urbaines. Désormais, il devrait y avoir plus de dons comme nous le demandions, mais rien ne nous indique leur volume. Il y aura aussi proportionnellement plus d'aide de bilatérale. Que peut-on espérer, suggérer, demander en matière de don et d'aide bilatérale, en général, et dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en particulier ?

JEAN LAUNAY Dans la liste des pays qui sont considérés comme prioritaire par le CICID, il n'y a que des pays

africains et Haïti. Tant mieux. Il y a eu beaucoup de réunions internationales où l'on considère que l'enjeu est fort sur ce continent. Par ailleurs, le président de la République a eu l'occasion plusieurs fois de rappeler l'importance d'une coopération Nord-Sud renouvelée et d'être dans le soutien au développement avec ce continent. Il n'est pas anodin non plus que dans les conclusions du CICID, on retrouve la notion de droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement. C'est la première fois

que dans une déclaration interministérielle de ce niveau, on le retrouve réaffirmé. Les ONG qui travaillent dans ce domaine depuis longtemps doivent donc s'y retrouver. Au-delà de la déclaration, il faudra y trouver le passage à l'engagement financier. Sur le 1% (loi Oudin/Santini), il faut se battre pour le maintien et le

faire vivre. C'est sécurisé juridiquement par la loi. Mais celle-ci n'est pas utilisée au maximum de ses possibilités. Il faut que tous les niveaux de collectivités qui ont la possibilité juridique de le faire, s'engagent. L'État ne peut pas rester seul. Il faut réussir à coordonner et à mettre de la cohérence politique derrière un possible engagement qui est sécurisé juridiquement et qui est confirmé dans une réunion à portée interministérielle.

SUITE >

Les invisibles

“ Grâce à ce que SOLIDARITÉS INTERNATIONAL m'a donné au centre de santé, je vais pouvoir au moins boire de l'eau sans tomber malade. ”



ZAHRA DANLHA
Nigéria

JEAN-MARIE TÉTART La coopération décentralisée dans les conclusions du CICID n'est pas absente. Une page indique que le soutien financier de l'État à la coopération décentralisée sera doublé d'ici 2022. Sur l'eau, le dispositif 1% n'a pas trouvé sa rentabilité maximum. L'obstacle à la coopération décentralisée est souvent les élus eux-mêmes, qui ne franchissent pas le pas de l'engagement. Aujourd'hui, les compétences "eau et assainissement" vont passer dans les communautés. Ça veut dire que la carte du 1% est en train de se rejouer. Il faut dès aujourd'hui impliquer les élus des intercommunalités.

ALAIN BOINET Rappelons tout de même que le président de la République a décidé d'augmenter l'Aide Publique au Développement de 0,38% à 0,55% du RNB, progressivement jusqu'en 2022. Ce qui représentera 6 milliards de plus dans 4 ans. Ce n'est pas rien ! Vous préparez activement le 8^e Forum Mondial de l'Eau (FME) à Brasilia, auquel SOLIDARITÉS INTERNATIONAL participera. Quels sont les messages que le PFE va porter sur les ODD, en particulier l'ODD 6 ou sur le climat ? Il y aura également en juillet une réunion du panel de haut niveau politique sur les ODD à New-York. Quelles sont les priorités du PFE, quels sont les enjeux et les objectifs ?

JEAN LAUNAY Il y a 6 messages centrés sur les 6 constats principaux suivants qui seront la base du discours des membres du PFE à Brasilia.

1. 30 % de la population mondiale ne bénéficient pas des services qui garantissent un accès facile à l'eau potable et de qualité.
2. 60 % de la population mondiale ne disposent pas de toilettes avec système d'évacuation et de traitement adéquat.
3. 80 % des eaux usées à l'échelle mondiale sont rejetées dans l'environnement sans traitement
4. 40 % de la population mondiale serait confrontée à des pénuries d'eau d'ici 2050. Le réchauffement climatique,

est à l'œuvre, donc le nier serait une faute.

5. La disparition des zones humides. 64 % d'entre-elles ont disparu depuis 1900.
6. 200 millions de personnes vont être forcées de se déplacer d'ici 2050. Ce sont les migrations climatiques, à rajouter à celles liées à des états de guerre.

JEAN-MARIE TÉTART Il faut faire attention à ce que les objectifs "climat" ne viennent pas atténuer les efforts pour l'accès aux services pour tous. On ne fera jamais comprendre à ceux qui n'ont pas d'eau, les enjeux climatiques. Il ne faudrait pas diminuer les crédits d'accès aux services. Pour l'assainissement, qui va devenir de plus en plus prioritaire, il faut qu'on se dise qu'on n'a pas les moyens avant longtemps, dans nombre de villes des pays en développement, d'évacuer les eaux usées par des réseaux et de les traiter. Donc, modestement, il faudrait envisager à la parcelle, tout ce qui sera assainissement de base, par des services d'assainissement non collectifs, etc. Il faut réfléchir au modèle d'assainissement adapté dans ces pays sinon on ira droit dans le mur.

ALAIN BOINET En se concentrant sur l'ODD6, quelle proposition le PFE fait-il sur la question de la gouvernance mondiale de l'eau, du suivi des ODD et la question des financements pour atteindre les objectifs des ODD en 2030 et en particulier l'ODD6 ?

JEAN LAUNAY À partir du moment où la prise en compte politique des ODD de l'ONU est faite, il faut réussir à mettre en place une instance intergouvernementale rattachée au système des Nations unies qui en assure le suivi, les déclinaisons pays par pays et porte cette gouvernance internationale de l'eau. Il y a une évaluation de ces cibles, une évaluation statistique qui

est à faire, différente pays par pays. Le nombre de cibles est parfois désigné de façon trop ambitieuse. Les objectifs doivent être possibles à atteindre, il faut être pragmatique. Mais ils ne doivent malgré tout pas effacer la volonté politique d'atteindre les objectifs. C'est la question du suivi des évaluations des cibles 2030 liées à l'eau. S'il y a la volonté politique d'atteindre ces cibles, c'est déjà bien. Il faut réussir à faire une évaluation des indicateurs internationaux qui soit fiable, ambitieuse mais aussi responsable, et croisée dans différents domaines. Les niveaux de connaissances statistiques d'un pays à l'autre vont être différents au départ, donc le suivi des objectifs ne sera pas facile à faire. C'est la question récurrente du partage de la connaissance. Cet exercice porté maintenant par l'ONU, va imposer des cadres de réflexion peut-être innovants, des partages d'infos différents. Le tout est de se mettre d'accord sur les

objectifs, les mécanismes de suivi et une évaluation qui soit crédible sur le partage des données

" LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLES DOIVENT ÊTRE POSSIBLES À ATTEINDRE, IL FAUT ÊTRE PRAGMATIQUE. "

JEAN LAUNAY

1 700 milliards de dollars pour l'ODD 6. L'aide apportée par l'Aide Publique au Développement n'est pas suffisante puisqu'elle est actuellement de l'ordre de 145 milliards de dollars par an. Alors, comment fait-on pour trouver les financements et dans quelle mesure les financements dédiés à l'adaptation seraient-ils un moyen de financer ces objectifs ?

JEAN LAUNAY On est sur une tendance qui montre une volonté d'effet levier et qui est engagée. Si on veut réaliser ces objectifs, d'autres méthodes doivent être engagées, plus innovantes, s'appuyant plus sur les populations locales. Le PFE porte



De gauche à droite : Jean Launay, Jean-Marie Tétart, Alain Boinet

un plaidoyer sur les solutions fondées sur la nature : éviter de dégrader les systèmes naturels, respecter les zones humides. Si on accélère cette prise de conscience sur les territoires où vivent les populations et qu'on évite les pratiques qui dégradent les milieux à proximité, c'est, de fait, de l'argent qui n'est pas à investir pour reconstituer les milieux. Il y a aussi des innovations sociales. On peut imaginer la question de la tarification sociale de l'eau. Il faut faire prendre conscience que l'eau a une valeur. La pire des choses en Afrique, c'est de considérer que l'eau n'a pas de valeur et qu'elle n'est pas tarifée. Comment concilier la prise en compte de la valeur de l'eau et en même temps y intégrer une forme de tarification sociale progressive en fonction des niveaux de vie des gens. Mais cette prise de conscience internationale des ODD peut amener aussi, au-delà de l'AFD,

d'autres bailleurs, des fondations, des assureurs, etc. à rentrer dans la boucle. Sans oublier le domaine de la technique, de la technologie, de la nouveauté scientifique et du partage de connaissance. Ce sont des actions concrètes dans le domaine du plaidoyer qui donnent un effet multiplicateur à l'engagement financier qui est la base de l'action.

JEAN-MARIE TÉTART Si, en France, un maire n'a pas 60 à 70 % de

subventions pour l'eau, le prix de l'eau ne serait pas acceptable. C'est parce qu'il n'y a qu'un autofinancement partiel, que le prix de l'eau est acceptable. En Afrique ce sera encore pire au

niveau de l'autofinancement. Il faut à la fois pouvoir mettre en place des services dont le coût ne sera pas trop élevé, et permettre une acceptation sociale du prix, puis mettre en place progressivement. S'il n'y a pas de

subvention de solidarité, on n'y arrivera pas. Maintenant, il faut concevoir des techniques d'assainissement d'une façon différente en leur donnant un caractère résilient. Les ressources en eau se faisant de plus en plus rares, cela demande une nouvelle approche d'adhésion des populations, un nouveau modèle économique, des techniques différentes pour être résilientes demain. Il faut localiser l'application des ODD.

Les invisibles

" Avec le filtre céramique de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, mes enfants ne sont plus malades quand ils boivent. "



MURMAD DULAR
Mollah du camp
et père de Dilma (vignette)
Myanmar

ALAIN BOINET Vous dites que nous sommes face à des défis colossaux, qui sont ceux de la démographie. Vous dites que le recouvrement des coûts de la distribution d'eau, c'est 30 %, donc 70 % de subventions. C'est considérable pour les pays les moins avancés, sans parler de ceux en crise. Il faut une prise de conscience et une mobilisation forte des capacités pour y arriver. 2030 c'est demain, ça va aller très vite.

JEAN LAUNAY Dans le département du Lot, il y a une association locale humanitaire qui agit au Burkina Faso. Je les ai aidés dans le cadre du 1 %. Ils ont pu, sur une collectivité rurale, créer des puits et une réserve d'eau pour faire un élevage de poissons. Aujourd'hui, la pompe est cassée et la communauté locale ne sait pas comment réparer la pompe. C'est le problème de la maintenance. La jeune femme d'origine africaine, qui m'a succédé à l'Assemblée Nationale, m'a dit que la solution de demain passe par les femmes, car ce sont elles qui s'occupent de la corvée d'eau. Donc peut-être devraient-elles être particulièrement formées. L'accompagnement de l'aide au développement doit se faire sous toutes les formes car la solution financière n'est pas suffisante. Elle doit avoir un suivi, pour qu'une fois qu'on a construit des outils avec, il y ait une maintenance à garantir. La façon de la garantir, ce n'est pas de la payer en intervention, mais de donner aux gens sur place les moyens de rester sur place avec le maintien de cet accès à l'eau.

ALAIN BOINET Effectivement, c'est une sérieuse question dans l'urgence comme dans la reconstruction et le développement. Mais c'est plus compliqué encore dans les situations de crise. L'indispensable maintenance des installations suppose des comités de gestion communautaire issus des populations concernées. Nous avons connu cela, par exemple en RDC, quand après la construction

d'infrastructures importantes, il a fallu passer à un recouvrement des coûts. C'est une phase difficile qui se heurte aux difficultés économiques, sociales, politiques ou plus simplement simplement d'approvisionnement et de compétences. Il faut se battre pour y parvenir.

JEAN-MARIE TÉTART On trouve le même problème en ville. Les rendements des réseaux urbains sont catastrophiques, en dessous de 50 %. Et aucun effort n'est fait pour redresser la situation. On doit produire de plus en plus d'eau, pour au final alimenter des fuites. Donc là, c'est le modèle économique du prix de l'eau qui n'arrivera pas à trouver un équilibre acceptable. Il faut revenir aux collectivités pour poser ces diagnostics et poser des stratégies acceptables par tous les acteurs locaux concernés. Est-ce qu'on fait confiance aux collectivités territoriales pour la mise en œuvre des ODD ?

ALAIN BOINET Le PFE et ses membres portent bien cette complémentarité entre des acteurs divers face à l'énormité de la tâche. Son rôle est essentiel, mais sera-t-il entendu comme il convient au 8^e Forum Mondial de l'Eau à Brasilia puis à New-York ?

JEAN LAUNAY Je ressens quand même une évolution dans les réunions internationales. J'ai l'impression que le sujet "eau" qui était porté dans le cadre des forums mondiaux de l'eau, devient de mieux en mieux intégré dans beaucoup d'autres enceintes internationales. Il devient suffisamment transversal pour que le lien se fasse avec la question climatique. Je crois que cela contribue à avoir une visibilité plus politique de la question de l'eau, mais je sens aussi monter des observations critiques sur les forums, leur déroulement, qui y dépense quoi et pour y faire quoi !



JEAN MARIE TÉTART est maire de Houdan et ancien député des Yvelines. Il est membre du conseil d'administration de l'Agence Française de Développement (AFD) et d'Expertise France.



JEAN LAUNAY est le président du Partenariat Français pour l'Eau, la plateforme des acteurs français de l'eau opérant à l'international. Regroupant des ONG, des entreprises, des collectivités, des chercheurs, l'État et ses établissements publics ainsi que des experts, le PFE œuvre depuis 10 ans pour mettre l'eau à l'ordre du jour de l'agenda politique mondial, fait la promotion, au plan international, d'une approche multi-acteurs des questions liées à l'eau et y valorise de façon collective les savoir-faire français.
En savoir plus : www.partenariat-francais-eau.fr

RENDRE LES PROGRÈS VISIBLES AFIN D'AVANCER RÉELLEMENT

La gestion de l'eau douce s'améliore-t-elle au niveau de la planète ? Difficile de le dire sans outils permettant de dépasser la grande diversité des situations locales et de donner une vision d'ensemble fiable.



PAR GÉRARD PAYEN
Conseiller de plusieurs équipes de statisticiens ONU
Vice-président de l'ASTEE
Conseiller Eau du Secrétaire général ONU de 2004 à 2015

En 2015, les gouvernements ont adopté à l'unanimité aux Nations Unies leurs Objectifs mondiaux de Développement Durable [ODD] destinés à maîtriser d'ici 2030 les plus grands défis de l'humanité. L'Eau constitue une part importante de ce programme. En effet, plus de 10 % de ses 169 cibles sont liées à l'Eau. Pour la première fois, les gouvernements ont partagé une même vision de l'ensemble des enjeux de l'eau. Ils ont considéré aussi bien l'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement que la pollution des eaux par les activités humaines, la gestion des ressources en eau, la protection des écosystèmes hydriques ou que les catastrophes liées à l'eau (inondations, sécheresses, ouragans, etc).

Pour que les avancées vers les différentes cibles soient réelles, des indicateurs de progrès vont faire l'objet de suivi statistique régulier dans chaque pays et au niveau mondial. Comme les cibles portent sur des sujets qui n'étaient pas suivis à l'ONU jusqu'ici ou sont plus ambitieuses que les précédentes, la plupart de ces indicateurs ODD sont nouveaux et nécessitent une adaptation des systèmes statistiques. Ainsi, la communauté internationale est-elle en train de peaufiner ces nouveaux indicateurs et de les tester.

C'est pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement qu'ils sont les plus avancés avec, dès mi-2017, la publication par l'ONU d'estimations mondiales aussi bien sur les indicateurs préexistants que sur de nouveaux concepts. Ainsi, l'estimation du besoin

d'eau potable a-t-elle triplé avec, en 2015, toujours moins de 600 millions de personnes sans accès à des sources d'eau améliorées mais 2,1 milliards d'êtres humains sans eau gérée en toute sécurité, soit plus d'1 sur 4. Ce nouvel indicateur diffère du précédent car il compte en sus les personnes dont l'eau est contaminée, celles qui n'ont pas d'eau à proximité immédiate du domicile et celles dont la source d'eau n'est pas alimentée plus de 12h par jour ou 4 jours par semaine. Les données sont encore incomplètes. Par exemple, elles sont très lacunaires dans la France d'outremer. Le besoin d'assainissement a aussi été réévalué avec, en 2015, 2,1 milliard de personnes sans assainissement de base et 4,5 milliards dont les rejets ne sont pas dépollués.

L'AMBITION DES CIBLES ODD VA NÉCESSITER UNE MONTÉE EN PUISSANCE DE NOMBREUSES POLITIQUES NATIONALES CAR LES TENDANCES 2000-2015 NE SONT PAS SUFFISANTES

D'autres nouveaux indicateurs sont en préparation pour les mesures des flux d'eaux usées non épurées avant rejet, de la qualité des cours d'eau ou encore des productivités agricole, industrielle ou urbaine par litre d'eau. Hélas, la partie de la cible ODD 6.4 qui vise à arrêter la surexploitation des ressources en eau, un problème qui affecte déjà près d'un quart de l'humanité, n'aura pas d'indicateur mondial permettant

de mesurer les progrès vers la gestion durable de ces ressources.

Une fois les estimations 2015 établies, les services statistiques nationaux et ceux de l'ONU vont mesurer annuellement les évolutions en espérant que les dynamiques sur le

terrain permettront d'atteindre les cibles visées. Il n'y a pas encore de quantification des évolutions post-2015 mais on sait déjà que l'ambition des cibles ODD va nécessiter une montée en puissance de nombreuses politiques nationales car les

tendances 2000-2015 ne sont pas suffisantes. Ainsi, par exemple, le nombre de personnes ne bénéficiant pas de sources d'eaux améliorées non contaminées n'a-t-il pas baissé de 2000 à 2015, il a même cru pour atteindre 2 milliards. Un sursaut politique majeur est nécessaire pour renverser cette tendance et atteindre l'accès universel en 2030.

"UN SURSAUT POLITIQUE MAJEUR EST NÉCESSAIRE POUR RENVERSER CETTE TENDANCE ET ATTEINDRE L'ACCÈS UNIVERSEL EN 2030."

Les invisibles

"En saison des pluies, je peux collecter l'eau pour me laver et cuisiner, mais, pour boire, nous prenons l'eau des robinets mis en place par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE. Les enfants ne sont pas malades grâce à cela."



SUSIE MAY
Myanmar

LES FORUMS MONDIAUX DE L'EAU : UNE OPPORTUNITÉ POUR LA CAUSE DE L'EAU ?

Organisé tous les trois ans par le Conseil Mondial de l'Eau et un pays hôte depuis 1997, le Forum Mondial de l'Eau (FME) est devenu un rendez-vous régulier emblématique de la communauté de l'eau. Il fait toutefois face à des critiques majeures et récurrentes.



PAR SANDRA METAYER

Coordinatrice de la Coalition Eau

UN ESPACE D'ÉCHANGES MULTI-ACTEURS

Plus grand rassemblement des acteurs de l'eau, le FME s'est progressivement imposé comme une arène privilégiée de débats et d'échanges. Pour beaucoup, chacune de ses éditions est une occasion de se rencontrer, d'échanger des expériences et de témoigner en présence d'un très grand nombre d'acteurs. Le Forum permet de mettre en lumière la question de l'eau et d'alimenter le débat sur certaines thématiques qui animent le secteur (gouvernance de l'eau, gestion intégrée des ressources, coopération...).

Le Forum est également l'occasion de créer des dynamiques nationales, stimulant les dialogues et réflexions entre acteurs du secteur et avec les autorités, à l'image des forums nationaux de l'eau et de l'assainissement organisés par plusieurs pays africains en amont de l'événement mondial.

UNE LÉGITIMITÉ CONTESTÉE ET UNE PORTÉE POLITIQUE RELATIVE

Si le FME a pris progressivement de l'envergure, il n'en a pas moins subi des critiques dès son origine, du fait des liens entre le Conseil Mondial de l'Eau et les grandes entreprises du secteur de l'eau. Ainsi, les participants aux Forums Alternatifs Mondiaux de l'Eau (FAME) regrettent une influence supposée des multinationales de l'eau sur le Forum, son aspect "Foire exposition" ou encore le coût financier élevé de cet événement.

En l'absence de mandat onusien, la portée politique du Forum est limitée. Les déclarations ministérielles, négociées pour chaque Forum, doivent servir d'impulsion à l'action de la communauté internationale. Cependant, ces déclarations - sans valeur juridique aucune - pâtissent d'un réel manque de portage politique. Il est difficile d'évaluer leur influence concrète sur les politiques nationales et internationales des pays. En outre, le FME ne dispose d'aucun mécanisme de suivi des engagements et n'a jamais fait l'objet d'évaluation quant à son impact.

UNE PLACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE JAMAIS ACQUISE

Le FME s'est petit à petit ouvert aux ONG/OSC, ainsi qu'aux mouvements de jeunes et de femmes, avec la participation croissante d'organisations de la société civile aux sessions thématiques du Forum, puis, plus tard, avec des invitations à participer aux différents processus préparatoires du Forum.

Cependant, l'intégration de la société civile est variable d'un Forum à l'autre : très développée lors du 6^e FME à Marseille en 2012, elle l'a beaucoup moins été en 2015, lors du 7^e FME en Corée du Sud. Le "Forum citoyen", émanation du processus citoyen du FME, parfois très isolé, n'a que peu d'écho et le soutien financier pour la venue de partenaires du Sud est souvent très limité et difficile d'accès.

L'AGENDA 2030, UNE OPPORTUNITÉ POUR DE NOUVEAUX ESPACES STRATÉGIQUES ?

Face aux difficultés du Forum et suite à l'adoption de l'Agenda 2030 du Développement Durable des Nations Unies, de nouveaux espaces émergent pour renforcer les échanges intergouvernementaux sur les problématiques de l'eau. C'est le cas du Forum Politique de Haut Niveau sur le développement durable, où les États membres des Nations Unies sont invités à rendre des comptes réguliers sur la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont l'ODD 6 sur l'eau et l'assainissement. D'autres opportunités pourraient également voir le jour, puisqu'un groupe d'États, dont la France, portent la proposition de créer un mécanisme intergouvernemental onusien dédié spécifiquement au suivi de l'ODD 6. La société civile doit donc investir ces espaces pour s'assurer que les engagements sont respectés et que des mesures correctrices sont prises pour faire face aux enjeux mondiaux actuels.

Les invisibles

"De l'eau, de l'eau et de l'eau... il y en a partout mais pas une seule goutte à boire."



NAYAN TARA
Bangladesh



FORUM MONDIAL DE L'EAU 2018 À BRASILIA

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL sera une nouvelle fois présente au Forum Mondial de l'Eau pour porter la voix des acteurs humanitaires et surtout celle de nos bénéficiaires qui sont parmi les individus les plus vulnérables aux maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre. Nous avons été invités à participer à deux sessions. La première est intitulée "Sanitation for all". Nous y présenterons notre projet HIF (Humanitarian Innovation Fund - Fonds Humanitaire pour l'Innovation) sur la gestion des matières fécales en 1^{re} phase de

l'urgence. La deuxième, à l'invitation d'ACF, nous permettra de discuter des approches WaSH in Health (l'eau dans la santé) que mènent SOLIDARITÉS INTERNATIONAL. Mais surtout, le groupe "Urgence" du Partenariat Français pour l'Eau (PFE), au sein duquel siège SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, a été sélectionné pour coordonner la session "The invisible realities". En partenariat avec d'autres ONG, nous allons ainsi pouvoir mettre à l'honneur et en lumière les situations critiques qui touchent certains de nos bénéficiaires.

LE FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉVELOPPEMENT

C'est l'espace officiel des Nations Unies dédié au suivi de l'Agenda 2030. Il rassemble chaque année les États, à New-York, pour faire le point sur la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable. Lors du Forum, les États sont invités à présenter des revues des progrès nationaux. Le Forum de juillet 2018 sera particulièrement important pour l'eau : il passera en revue six objectifs, dont l'ODD n°6 qui vise l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, et la bonne gestion des ressources en eau, d'ici à 2030.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

195 ÉTATS ENGAGÉS POUR L'ACCÈS UNIVERSEL À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT EN 2030

Le 25 septembre 2015, les Nations unies ont adopté les Objectifs de Développement Durable au sein desquels elles accordent enfin une place conséquente à l'eau et un objectif : l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2030. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL veillera attentivement à ce que les États se dotent des moyens nécessaires pour mettre fin au fléau mortel et à l'injustice absolue de l'eau insalubre.

CHAPITRE 6 DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable.

6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable.

6.3 D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant considérablement à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau.

6.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau.



6.5 D'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient.

6.6 D'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs.

6.a D'ici à 2030, développer la coopération internationale et l'appui au renforcement des capacités des pays en développement en ce qui concerne les activités et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, la désalinisation, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les techniques de réutilisation.

6.b Appuyer et renforcer la participation de la population locale à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement.

ZOOM SUR UNE INNOVATION

LE POLYTER

Inventeur du Polyter, un rétenteur d'eau, Philippe Ouaki entend fournir sa solution au plus grand nombre afin de créer de la richesse et stabiliser l'économie comme l'exode rural dans les villages isolés au Sahel ou ailleurs.

Pouvez-vous nous parler du Polyter ? Comment cela fonctionne ?

À l'âge de 6 ans, je me suis rendu compte que si je plantais un chêne, je ne pourrai jamais le voir grand et majestueux au cours de ma vie. J'ai fait mes études dans ce sens. En 1992, j'ai créé le Polyter, ce rétenteur d'eau qui transforme l'eau en eau solide, qui s'accroche à la racine mais ne la fait pas pourrir. L'avantage du Polyter c'est qu'il permet de rendre l'eau disponible pour les racines mais sans les rendre feignantes. Elles continuent de se déployer dans le sol. Concrètement, avec un seul kilo de Polyter, dans le Sahel, un producteur de tomates qui en faisait 400 kg, atteint aujourd'hui 2 tonnes pour la même quantité d'eau, de graine et sur la même surface.

Le polyter qui apparait très utile dans le développement, peut-il avoir un bénéfice lors des urgences humanitaires dans les camps de réfugiés ?

Le Polyter peut évidemment servir lors d'urgence humanitaire. C'est inimaginable de voir que dans les camps de réfugiés, les populations doivent attendre qu'on leur donne de quoi se nourrir. Le grand avantage de Polyter,

c'est que ça gomme le non savoir et que ça donne la main verte. De plus, le Polyter n'est pas qu'un simple sparadra. C'est une technologie utilisable tout de suite et qui fait pousser les plantes en un temps record. J'ai déjà des kits prêts à l'emploi. Avec le Polyter, le cycle de culture est réduit et sur certaines cultures maraichères, on gagne jusqu'à 3 semaines. Avec cette technologie simple, on peut changer la vie des gens.

Depuis plusieurs années, vous travaillez avec des ONG, pourquoi ce choix ?

J'ai travaillé de nombreuses années avec des grands groupes industriels. Ça marchait très bien pour eux mais ils n'ont jamais mis la technologie à disposition des petits agriculteurs indépendants. Ils s'en servaient pour de la culture à grande échelle en détruisant des forêts pour faire de l'hévéa ou de l'ananas... Je ne peux pas l'accepter. Je veux que tout le monde puisse en profiter et je préfère que se développent des groupements agricoles grâce au Polyter, plutôt que la technologie ne servent qu'aux grands groupes.

Nous travaillons dans le Sahel, au Tchad, en RCA, au Mali, dans le Nord-est du Nigéria... Quel rôle pourrait jouer le Polyter dans l'aide humanitaire dans ces pays pauvres en eau ?

Les terres où la disponibilité en eau est très faible sont suffisantes pour créer de belles cultures. Et ce que l'on voit comme un inconvénient, la saison sèche, est en fait un atout. C'est la meilleure période pour développer le maraichage. À cette saison, il y a

moins de maladies, de champignons... Avec des systèmes de goutte à goutte couplé au Polyter, on fait des cultures magnifiques avec très peu d'eau et des rendements surprenants. Et cela stabilise les prix puisqu'il y a des produits toute l'année.

Pourtant le Sahel ne semble pas très fertile...

Je suis revenu dans un village au Burkina Fasso dans lequel je n'étais pas allé depuis 20 ans. À l'époque, la Banque Mondiale avait dit qu'il était impossible de reforester.. Qu'ils viennent voir aujourd'hui ! On a relevé le défi. On a mis en place des pépinières et aujourd'hui ce sont 50 000 arbres qui poussent sur 100 hectares et couvrent 13 villages. Cela a créé de la richesse. Il y a aujourd'hui de la culture de mangue, de mil et du maraichage. On est dans le concret.

Les ODD visent l'accès à l'eau potable pour tous d'ici 2030. Sachant que 70 % de l'eau est utilisée pour l'agriculture, quel rôle peut jouer le polyter dans l'atteinte de cet objectif ?

L'eau en agriculture n'est dans sa grande majorité pas utilisée par les plantes... Elle part par gravité ou par évaporation. La plante elle-même ne consomme que très peu d'eau. Avec la solution Polyter, on apporte une réponse. On arrive à économiser jusqu'à 90 % d'eau sur certaines cultures comme le piment par exemple. Donc avec une quantité d'eau infinitésimale, on arrive à créer de la richesse.

" LE POLYTER PERMET D'ÉCONOMISER JUSQU'À 90% D'EAU. "



L'ESPOIR

D'UNE EAU POTABLE

POUR TOUS

Bien que l'accès à l'eau potable soit reconnu comme un Droit de l'homme depuis 2010, 2,6 millions de personnes meurent chaque année de maladies liées à l'eau.

Un fléau contre lequel Solidarités International mène depuis 1980 un combat quotidien sur les terrains les plus sensibles, en apportant aux plus fragiles une aide digne et vitale, toujours délivrée en mains propres. Mais aussi en faisant entendre leur voix auprès des instances nationales et internationales.

Rejoignez le combat sur www.solidarites.org

